L'INDE APRES LES ELECTIONS

Notre dossier p. 11 à 14

DITTELES OUNTERS

Double scandale chez GEVELOT

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 609 - 2 février 1980 - prix : 5 F

APRES LE CENTRAFRIQUE ET L'ARABIE SAOUDITE : LA TUNISIE

L'IMPERIALISME

FRANÇAIS

A AUSSI

SES AFGHANISTAN

Les élèves du technique en lutte



à bas la réforme Beullac

SOMMAIRE

DANS LE MONDE

Page 4:

- Jeux Olympiques : une croisade sans risque, pour Carter.

Page 8:

- Quel président pour l'Iran ?

- La Réunion ravagée par un typhon.

Page 9:

- Les pas discrets de Sadate vers les USA.

- Les grèves en Espagne et en Grande-Bretagne.

FRANCE

Page 5:

La lutte des élèves du technique.

Page 6:

- La discussion selon Marchals.

- FEN et CGT sur l'Afghanistan. - Agression raciste à Toulouse.

Page 7:

- La libéralisation de la drogue ne libère pas des droques.

Page 10 :

- Strasbourg et sa police.

Page 15 :

- Qui sont-ils? : Michel Rocard.

Page 17 : - L'impôt sur les indemnités-maladie : un racket

de plus.

Pages 18 et 19 : - Scandales et licenciements chez Gévelot.

Les patrons veulent utiliser les tribunaux : RATP, Trailor - Lunéville.

- Elections de DP à l'Alsthom-Belfort.

DOSSIER

Pages 11 à 14 : L'INDE :

- Le retour d'Indira Gandhi.

Une démocratie féodale.

- Castes et intouchables. - L'enfer de la famine.

Divers

Pages 20 et 21 :

Livres : La tragédie de la révolution chinoise d'Harold Isaacs (réédition); Vivre dans la rue au XVIIII° siècle ; Louis XIII de P. Chevallier ; Les ombres sur la peau de Jennifer Johnston; Les héroïques de Guy Lagorce; Passe-temps de Claude Klotz.

Pages 22 et 23 :

Films : La mort en direct de Bertrand Tavernler; Le magicien de Lublin; Bastien, Bastienne; Mamito de Christian Lara; Le règne de Naples; Le soleil en face.

Spectacle : Leny Escudero.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie c'est-à-dire vernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer euxmêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON Composition

Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28 4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)

Impression : INTERPRESS

12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18 C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

en bref...

NUCLEAIRE: LES SYNDICATS LE DEFENDENT...

En service depuis le 23 juin 1958, le réacteur nucléaire G 2 de Marcoule va être définitivement arrêté le 2 février prochain.

Cela fait d'ailleurs déjà près de deux ans qu'il aurait dû l'être, puisqu'il était prévu pour ne servir que vingt ans.

Les responsables de l'EDF ont donc reconnu avec deux ans de retard que le réacteur « présentait des signes de vieillissement ». Oh! bien sûr, ce n'est pas le souci de la sécurité qui a dû les guider dans cette décision, mais bien plus sûrement le fait qu'ils auraient dû en renforcer la surveillance, et que la rentabilité s'en serait ressentie.

Eh bien, pourtant, ce sont les syndicats qui ont protesté contre l'arrêt de G 2. Si l'on en croit Le Monde du 25 janvier, ils auraient affirmé « qu'il n'existe aucun danger à poursuivre l'exploitation encore trois ou quatre ans » car, « en période de pénurie d'énergie, la production de G 2, qui couvre les besoins d'une ville de 100.000 habitants, n'est pas à négliger ».

Se faire les défenseurs d'un réacteur nucléaire dont les autorités ne veulent plus, c'est tout de même un comble, pour des syndicats censés défendre les intérêts des travailleurs et de la population. Et invoquer les dangers de la pénurie d'énergie, alors qu'on sait toute la part d'intoxication qui préside à cette crainte, c'est pousser le jeu un peu loin!

C'est le gouvernement qui doit se frotter les mains!

...ET LE GOUVERNEMENT **DANOIS REPOUSSE** LA CONSTRUCTION **DES CENTRALES**

Le gouvernement danois vient d'annoncer qu'il refusait pour l'instant de recourir à l'énergie nucléaire. Ainsi, il n'appliquera pas le programme nucléaire prévu et les cinq centrales qui devalent fonctionner ou être en état de fonctionner en 1995 ne seront pas construites.

Le ministre de l'Environnement danois, dans une interview donnée au journal Libération, explique a nla décision de son gouvernement : « Nous avions mis deux conditions préalables à toute décision. D'une part, que le problème du stockage des déchets soit réglé; d'autre part, que nous disposions en temps utile d'une étude complète sur la sécurité des réacteurs. Nous constatons aujourd'hui qu'aucune de ces deux conditions ne sera remplie dans les délais que nous nous étions fixés ».

Voilà donc pour une fois un homme d'Etat qui reconnaît que les techniques actuelles ne permettent pas en ce moment une exploitation sans risques. Il faut dire que, ces derniers temps, les accidents ou incidents dans les centrales nucléaires s'étant multipliés, il faut être de bien mauvaise foi, ou particulièrement obtus, pour ne pas se rendre compte de l'éviden-

Au fait, qu'est-ce que Giscard en pense?

APRES LA CHASSE AU GASPI. LA CHASSE AU DECIBEL



Depuis la fin de l'année dernière, nous avons un nouveau « Monsieur » : anti-bruit, celui-là. D'après France-Soir, il nous recommande d'éviter les talons à aiguille chez soi et de descendre par l'ascenseur plutôt que par l'escalier, pour ne pas incommoder les voisins. Quant aux chiens, « il suffit de leur donner un très léger coup de baguette sur le nez pour qu'ils se taisent ».

Pour les avions, on ne peut employer la même méthode. Or les chiens aboient, mais la Caravelle passe. Aussi, un projet de loi sera proposé au Parlement pour protéger... les compagnies d'aviation : elles ne seront plus tenues pour responsables du bruit de leurs ap-

pareils! On ne pourra plus porter plainte que contre les aéroports, et encore, devant un tribunal administratif qui n'aura aucune compétence pour faire cesser le bruit.

Enfin, pour les autres bruits, un autre projet de loi est déposé. Il y est question de normes anti-bruit pour tous engins, véhicules, machines, et de dispositifs d'insonorisation. Mais attention, la loi, si elle est adoptée, ne fixera rien à ce sujet : elle donnera seulement carte blanche à l'administration pour décréter ce que seront ces normes et ces dispositifs.

Bref, la chasse au décibel s'annonce sous les mêmes auspices que la chasse au gaspi... et les boules Quiès ont encore de beaux jours devant elles!

AIR-INTER : LA RUINE N'EST PAS POUR DEMAIN

Qui ne se souvient des cris d'indignation des compagnies aériennes touchées par la grève des contrôleurs aériens en novembre-décembre dernier? Par leurs mouvements « inconsidérés », les contrôleurs allaient, paraît-il, ruiner ces compagnies...

Qu'on se rassure! Air Inter, qui fut avec Air France la compagnie la plus touchée, vient de faire ses comptes pour l'année 1979 : ses bénéfices après impôts sont de 42 millions de francs, contre 33,5 l'année précédente; soit 8,5 millions de mieux.

Et nous qui allions croire que les compagnies aériennes étaient en difficulté!



Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE pour une période de un an : prix : 150 F pour une période de six mois : prix : 85 F LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière) pour une période de un an : prix : 50 F CEUX DU TECHNIQUE (mensuel destiné aux élèves du technique et

aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Oupour une période de un an : prix : 10 F CI-joint la somme totale de : francs

..

NOM : Prénom : Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18 (1) Rayer les mentions inutiles

Après le Centrafrique et l'Arabie Saoudite, la Tunisie :

L'impérialisme français a aussi ses Afghanistan

N Tunisie, le régime dictatorial de Bourguiba est apparemment aux prises, dans la région minière de Gafsa, avec des émeutes populaires et peut-être même avec un début de révolution. Et l'on

me avec un début de révolution. Et l'on voit l'armée française intervenir une fois de plus, comme elle l'avait fait dans plusieurs pays d'Afrique, pour maintenir un dictateur en place.

En effet, les informations ont beau être distillées au compte-gouttes et les représentants du gouvernement français ont beau tourner autour du pot, les bruits de Puma et de Transall, bien français, résonnent audessus de Gafsa et plusieurs navires français, dont le croiseur lance-missiles Colbert, sont stationnés au large des côtes, prêts à intervenir.

Et cela, juste au moment où une enquête du journal Le Point vient de révéler qu'il y a deux mois, lors d'une émeute à la mosquée de La Mecque, en Arabie Saoudite, des gendarmes français avaient prêté mainforte aux dirigeants saoudiens. Main-forte, oh pardon l'après les demi-aveux officiels, il ne s'agirait que de « conseillers ». Mais ces « conseillers » ont en tout cas aidé à la répression d'une révolte qui aurait fait près de 5 000 morts.

Alors, après La Mecque, Gafsa? Et cela, après Kolwezi, au Zaïre, il y a trois ans, et après l'intervention française en Centrafrique, il y a seulement quelques mois!

Les sales interventions contre les peuples, ce n'est pas seulement vrai pour les dirigeants des grandes puissances d'à côté. Ce n'est pas seulement vrai pour Carter ou Brejnev.

L'impérialisme bien français, celui que représente Giscard, avec des moyens moindres — peut-être —, et plus de discrétion — c'est vrai —, joue aussi au gendarme là où il peut, et là où cela lui rapporte.

L'Etat français n'a plus, ou presque plus, de colonies sous sa domination directe, car les peuples qui ont constitué son vaste empire ont secoué son joug direct. Mais il continue d'entretenir une armée chargée d'aller défendre, là où elle le peut, les intérêts de l'impérialisme français.

Ces intérêts, ce sont les intérêts immédiats de tous les capitalistes qui tirent profit des relations « amicales » de l'Etat français avec les dirigeants de l'Arabie Saoudite, de Tunisie ou leurs semblables.

C'est ainsi que l'impérialisme français est revenu de La Mecque, paraît-il, avec des commandes de matériel militaire dans une poche et des promesses concernant son approvisionnement en pétrole de l'autre. Pour la Tunisie, les relations « amicales » entre Bourguiba et Giscard semblent tout aussi payantes, puisque plus de 30 % des importations de ce pays proviendraient de France.

Mais ces intérêts, c'est aussi le maintien de l'ordre dans tous ces pays que l'impérialisme a pillés et pille encore. Un maintien de l'ordre auquel ont intérêt tous les représentants des possédants, tous les grands — et les un peu moins grands —, qu'ils s'appellent Carter, Brejnev, Giscard ou Bourguiba, qui se sentent menacés quand les peuples bougent.

Alors maintenant le gouvernement français — tout en s'interrogeant gravement pour savoir si, pour punir les Russes de leur intervention en Afghanistan, il conviendrait de boycotter les Jeux Olympiques — va sans doute présenter son intervention comme un simple geste d'amitié à l'égard du gouvernement tunisien menacé par le gouvernement libyen.

Mais cette amitié entre Bourguiba et Giscard, c'est, de fait, la menace de la répression et de la mitraille contre le peuple tunisien.

Arlette LAGUILLER

Les gendarmes contre un village breton : NON A LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE PLOGOFF!

Les gendarmes mobiles, automitrailleuses et colonnes blindées en tête, ont pris d'assaut le village de Plogoff dans la nuit de mercredi à jeudi dernier. Non, ce n'est pas en Irlande, à Kaboul ou en Tunisie, c'est en Bretagne, dans une région de lande pendue toute proche de la Pointe du Raz, que l'Etat français impose ces images de guerre civile, parce qu'il a décidé d'y installer de force une centrale nucléaire.

Depuis cinq ans, le projet de l'EDF a mis en état d'alerte la commune de Plogoff et suscité bien des protestations. Et voillà, le gouvernement et l'EDF passent maintenant aux actes. Mercredi dernier, la Préfecture a fait apporter à la mairie les documents réunis par le ministère et l'EDF

pour commencer ce qu'elle appelle une « enquête d'utilité publique » qui devrait durer six semaines. Curieuse enquête où, par avance, 500 gendarmes mobiles étaient cantonnés sur place et où les hélicoptères surveillent le coin, de peur que les quelque 2 300 habitants n'essaient de réagir.

Alors, leur première réaction a été de brûler sur la place publique, tous ensemble, maire, conseillers municipaux et tous les habitants réunis, ces fameux documents auxquels ils refusent de répondre. Puis ils se sont organisés pour la nuit afin d'empêcher l'arrivée des véhicules de la Préfecture destinés ,paraît-il, à faire circuler ces mêmes documents auprès de chaque habitant

Ceux-ci sont arrivés à... 3 h 30 du matin, entourés d'un déploiement impressionnant de forces militaires. Le préfet avait d'ailleurs prévenu : « S'il y a des entraves matérielles, je m'efforcerai de les vaincre ». Mais il a fallu près de cinq heures aux blindés pour réussir à pénétrer dans le village et à renverser les barricades dressées par la population.

Car celle-ci est bien décidée. Elle ne veut pas de cette centrale nucléaire. Et elle a raison.

Ce village de marins, où les femmes et les retraités sont les plus nombreux sur place, a su s'organiser jusqu'à présent. Ils ont acheté collectivement les terres convoitées par l'EDF, refusent les lettres que celle-ci leur envoie pour racheter leurs parcel-

les, et ont dressé sur le site prévu pour la centrale, une bergerie sur laquelle flamboie en grosses lettres le slogan : « L'avenir, c'est notre affaire ».

Et il ne veulent pas d'un avenir où le paysage sera défiguré par la centrale et une route d'accès de 30 m de large, ils ne veulent pas perdre leurs terres, et ils ne veulent surtout pas vivre avec les risques du nucléaire.

Les élus du comité régional ont beau avoir accepté cette centrale prévue pour approvisionner dans plus de dix ans l'ensemble de la Bretagne en électricité, il a beau faire miroiter aux commerçants l'arrivée de près de 2 000 personnes travaillant avec cette centralle; personne n'en veut, et les commerçants non plus, qui ont baissé leurs rideaux.

pour accueillir les gendarmes. Malgré toutes les fissures, accidents, pollution, qui se sont multipliés ces derniers mois, le gouvernement montre comment il a l'intention d'aller jusqu'au bout de son programme actuel, par la force, et en affrontant les populations directement concernées.

Il décide à la place de tous ce qui est d'utilité publique ou non. Et il choisit toujours ce qui est en réalité d'utilité pour lui et les trusts qui profitent du nucléaire. Et il utilise les forces de police pour imposer la construction des usines les plus rentables aux trusts Framatome, Creusot-Loire ou Alsthom...

Alors, non au nucléaire, non à la centrale de Plogoff!

Dominique LEGER

Jeux Olympiques

Une croisade sans risque pour Carter



Carter a décidé que les Etats-Unis boycotteraient les Jeux Olympiques de 1980 à Moscou. Le Comité olympique américain a adopté la même position. Et les dirigeants américains font pression sur les gouvernements des différents Etats pour que ces jeux n'aient pas lieu à Moscou. Its essaient d'entraîner tous leurs alliés dans ce boycott. La Conférence des pays islamiques qui s'est déroulée au Pakistan, et à laquelle les représentants de presque tous les pays musulmans assistalent, a décidé de suivre les Etats-Unis dans le boycott. Et un certain nombre de pays occidentaux ont déjà affirmé qu'ils n'iraient pas à Moscou.

Cette croisade américaine à propos des Jeux paraît certes compromettre la tenue des Jeux à Moscou. Mais elle a le double avantage, pour Carter, de lui permettre de montrer à ses alliés et à l'opinion américaine qu'il fait quelque chose, tout en restant sur un terrain où l'escalade n'est pas trop dangereuse.

Face à l'intervention russe en Afghanistan, Carter a visiblement choisi de ne pas intervenir militairement di-rectement. Plusieurs raisons ont alors sans doute joué. D'une part, Carter a visiblement estimé que l'intérêt bien compris des USA n'était pas de se lancer dans l'aventure que représenterait la confrontation militaire directe entre les deux grands, et par là de prendre le risque de déclencher un conflit mondial. Mais il n'y a pas que cela. L'intervention russe, même si elle semblait un camouflet fait aux Etats-Unis, avait au

moins pour eux un avantage. En intervenant contre des mouvements populaires dans cette région du monde, en y jouant les gendarmes, les dirigeants russes contribuaient à y ramener l'ordre et à s'y discréditer. De ce fait, les USA perdaient le triste privilège d'apparaître comme les seuls ennemis des peuples dans cette région. Ils avaient de quoi dire là, au moins sur ce point : « Mer-

ci Moscou ».

Alors, dans ces circonstances, cela a bien dû arranger Carter que les Jeux Olympiques aient été prévus à Moscou. En proclamant qu'il ne pouvait jouer le jeu de la fraternité des peuples avec l'URSS, sous prétexte qu'elle était intervenue militairement, Carter, l'hypocrite, a pu apparaître comme le défenseur de principes qu'il. piétine lui-même sans cesse. Mais qu'importe, il a pu trouver là un terrain où exercer sa fermeté de chef de file des pays impérialistes qui ne cèdent pas devant l'URSS. Il avait déjà tenté d'intervenir sur un terrain un peu risqué, celui du blocage des livraisons de céréales à l'URSS. Mais les gros cultivateurs US avaient protesté. Alors, aujourd'hui, avec les Jeux Olympiques, il fait un geste encore moins coûteux, un geste spectaculaire qui lui permet de resserrer les rangs autour de lui. Car Carter avait tout in-

térêt à essayer de profiter de l'intervention russe, même si celle-ci n'était pas contraire aux intérêts de l'impérialisme américain, pour essayer de souder autour de lui le reste du camp occidental et isoler l'URSS. Sylvie FRIEDMAN

BOYCOTT OR NOT BOYCOTT

S'il y en a un qui doit se sentir bien embêté par toute cette histoire de boycott des Jeux Olympiques, c'est bien Giscard.

D'un côté, boycotter les Jeux de Moscou, c'est se mettre mal avec l'URSS et risquer de voir remis en question certains contrats avantageux, comme la construction, en cours, d'un superbe hôtel. Sans compter que c'est non seulement une firme française mais une firme « giscardienne », la Thomson CSF (un cousin de Giscard est en bonne place au conseil d'administration), qui avait réussi à décrocher un bon contrat pour la retransmission des Jeux. Evidemment, les contrats sont déjà payés ou garantis, mais ce serait quand même dommage que la Thomson ne puisse pas profiter de la publicité qui lui aurait été faite au cours des Jeux!

Mais d'un autre côté, ne pas boycotter les Jeux de Moscou, c'est quand même risquer de mécontenter Carter... et de recevoir quelques tapes pour avoir ainsi essayé de marcher tout seul.

Alors, Giscard est contre le boycott, mais il essaye d'obtenir à ce sujet une déclaration commune de tous les pays du Marché commun. C'est mal parti, puisque certains ont déjà annoncé qu'ils suivaient les Etats-Unis sur le terrain du

Et comme il vaut mieux préserver l'avenir, Giscard a



LES JEUX OLYMPIQUES EN NORMANDIE P'T'ETRE BEN QU'OU! P'T' ETRE BEN QU'NON

fait donner des deux côtés. Poniatowski, l'ex-ministre, a déclaré à Paris au Club de la presse d'Europe nº 1, qu'il souhaitait « que le Comité olympique maintienne les Jeux à Moscou ». Et il s'est fait le chantre de l'esprit olympique : « Je trouve déplorable que la politique se soit introduite systématiquement dans le domaine sportif », a-t-il dit (alors que personne n'y croit plus). Et Simone Veil, en visite aux Etats-Unis en tant que président du Parlement européen, a pris, elle, position pour le boycott : « Je considère que les avantages du boycott sont plus grands que les inconvénients », a-t-elle déclaré, poursuivant : « Les Jeux Olympiques ne se situent pas en dehors de la

politique ». Du coup, elle

s'est fait complimenter par Carter lui-même, qui trouve que le Parlement européen joue un rôle très construc-

Comme ces deux personnages sont bien connus pour être les représentants de Giscard, voilà ce dernier paré des deux côtés.

Et comme la prudence est la mère de la sûreté, le Comité olympique français (vous savez, celui qui décide en dernier ressort), après avoir pris de façon très spectaculaire position contre le boycott et annoncé qu'il irait à Moscou, a fait dire que la lettre d'accepta-tion n'était pas envoyée et que de toute façon, il avait jusqu'en mai pour le faire!

Pierre CHAMBEY

Pologne

Appel pour la libération d'Edmund Zadrozynski

Le Comité international contre la repression nous a fait parvenir un appel destiné à mobiliser l'opinion sur le sort d'Edmund Zadrozynski, militant ouvrier actuellement détenu sans jugement ni possibilité d'organiser sa défense sous une inculpation relevant du droit commun, alors que c'est son action d'opposant et de défenseur des libertés qui est visée par le gouvernement polonais.

Nous en avons extrait les passages suivants : « Cet appel que nous avons signé, nous l'adressons aux syndicats pour qu'ils aident à libérer de prison Edmund Zadrozynski, militant ouvrier de Grudziadz. (...)

Edmund Zadrozynzki, également collaborateur et membre de la rédaction de Robotnik, est depuis cinq mois enfermé dans la prison de Torun et accusé d'avoir commis un crime de droit commun. (...)

Edmund Zadrozynski fait partie des militants ouvriers les plus actifs. C'est en effet lui qui fut à l'initiative des lettres de protestation envoyées à la diète de RPP (République Populaire de Pologne), au Conseil d'Etat. et signée par des centaines d'habitants de Grudziadz. Ainsi la dernière, en date du 20 mai 1979, recueillit la signature de 876 personnes.

Edmund Zadrozynski et ses compagnons ont fondé à Grudziadz un groupe qui collabore avec Robotnik. II est aussi de ceux qui ont rédigé la Charte des droits des ouvriers publiée dans les colonnes de Robotnik.

Faire a nsi passer un militant ouvrier actif devant le tribunal sous l'inculpation de vol est un bluff que le régime de RPP lance contre l'opposition afin d'isoler les individus actifs du reste de la société. (...

Nous mmes sûrs que vous entendrez cet appel et que vous viendrez en aide à nos compagnons qui, dans le pays, luttent pour les droits démocratiques et le droit pour les travailleurs de s'organiser dans des organisations syndicales ».

Signé : Edmund Balunka.

Wladyslaw Sulecki, un des fondateurs des Comités pour les syndicats libres dans les mines de Silésie et correspondant du journal po-Ionais indépendant Robot-

Vive la lutte des élèves du technique! A bas Beullac et sa réforme!

Les stages, une bonne affaire pour les patrons

La réforme Beullac, on n'en veut pas, et c'est bien normal. Cette réforme, c'est un moyen pour le gouvernement de nous mettre un peu plus vite entre les mains des patrons.

D'ailleurs, c'est Beullac lui-même qui, dans le texte de sa circulaire, explique que les stages qu'il veut nous imposer seront contrôlés directement par les

En réalité, Beullac se moque pas mal du contenu de ces stages; ce qui le guide, ce sont les intérêts des patrons. Il veut pouvoir leur donner une main-d'œuvre gratuite. Il veut préparer le plus tôt possible les jeunes du technique à faire connaissance avec la vie en usine.

Et cette vie en usine, ca veut dire le règlement intérieur (auquel nous serions évidemment soumis, précise bien la circulaire Beullac) et ses brimades, règlement intérieur qui interdit par exemple de chanter et de siffler pendant le travail. Cette vie en usine, ça veut dire les pointeuses, les contremaîtres, les cadences, les accidents du travail; ça veut dire être enfermés 40 heures ou plus par semaine dans un atelier ou un bureau. Non merci ,plus tard nous le verrons, mieux ca sera.

Quant aux détails concernant le déroulement de ces stages, ne cherchez pas, vous ne trouverez

Beullac n'a pas l'intention de tenir compte des résultats des premiers stages. Il nous dit dans sa circulaire que ces stages sont faits pour le moment à titre expérimental... mais en même temps qu'il est décidé à les maintenir coûte que coûte. Eh bien nous, dans les LEP, nous sommes bien décidés à mener la futte pour que la réforme de Beullac, elle se retrouve dans le lac!

(Extrait du journal Ceux du Technique, nº 45 du 31-01-1980).

DANS LA REGION PARISIENNE

On tient le bon bout

A Turquetil, cela fait maintenant 10 jours que nous sommes en grève, à environ 150.

Mardi, pour la manifestation, nous avons préparé des badges contre la réforme, des pancartes, refait une banderole, organisé un service d'ordre. Et c'est environ à 80 qu'on est parti manifester, accompagnés de quelques profs qui s'étaient mis en grève.

Pour les jours suivants, sont prévues des interventions sur des



Mardi 29 janvier : des milliers de jeunes des LEP descendent dans la rue contre les stages Beullac.

La grève dans les LEP continue, et les lycéens et lycéennes du technique s'organisent.

lci, c'est l'assemblée générale qui décide ; là le Comité de grève regroupant plusieurs jeunes plus déterminés fait appliquer les décisions. Ailleurs, l'assemblée générale n'a pas pu se tenir dans le LEP parce que l'administration s'y oppose, alors plusieurs LEP en grève se regroupent.

Ce mouvement qui touche des dizaines de LEP rencontre aussi des difficultés vis-à-vis de l'administration, qui est souvent bien plus prompte à tout faire pour empêcher la protestation contre la réforme Beullac que pour améliorer l'enseignement technique.

Parfois, comme nous le relatons dans certains échos sur les LEP, les flics sont appelés pour tenter d'intimider les grévistes, des lettres sont envoyées aux parents, des pressions sont exercées individuelle-

Mais jusqu'à présent, cela n'a pu empêcher le rasle-bol de s'exprimer ni les lycéens du technique de s'organiser. La détermination dans les LEP est grande, elle doit continuer, elle doit s'amplifier. Les échos que nous publions montrent bien que, dans le technique, ça bouge et que ce n'est pas fini.

LEP Delacroix Drancy

Lundi 28 janvier, à la suite de l'AG, nous nous sommes répartis pour mettre en grève les LEP

A Jean-Moulin, nous avons retrouvé des gars d'Aristide-Briand. Le directeur a été saisi de panique et a appelé les flics en nous disant : « Je ne vous donne pas le droit d'informer les enfants ». On l'a fait quand même.

Nous sommes ensuite allés à Aristide-Briand. Grâce à nous, le LEP a débrayé et ils ont tous décidé d'aller débrayer un autre

A Castelno, le directeur a eu le culot de nous dire que les stages ne le concernaient pas et qu'il ne voulait pas en entendre parler. Nous y sommes retournés. Il a mobilisé les surveillants pour empêcher les élèves de prendre

A GRENOBLE

Le technique en grève manifeste contre Beullac

Lundi 28 janvier, plus de 2 000 jeunes, tous élèves dans les LEP et LTE de l'agglomération grenobloise, ont manifesté.

La majorité des LEP et LTE ont participé à la grève et à la manifestation auxquelles la Coordination, regroupant les délégués de cinq établissements, avait ap-

Devant le rectorat, «protégé » par un cordon de flics, diverses prises de parole eurent lieu, invitant les élèves du technique à continuer le mouvement, à faire grève et surtout à boycotter les stages. Le recteur ayant fait savoir qu'il ne recevra pas de délégation, la manifestation est dissoute après que chaque établissement se fut engagé à organiser une assemblée générale le lendemain matin, pour donner suite à l'action commencée contre la réforme Beullac.

jections de film et de diapos. Et nous sommes bien décidés à

tenir tant que nous n'aurons pas obtenu satisfaction.

marchés, l'envoi de délégation

dans d'autres bahuts, des pro-

LEP Les Ecluses

Aux Ecluses, nous sommes partis en grève mercredi 23. Aux assemblées, il y a du monde et le Comité de grève élu par les élèves a réellement pris en main la direction de la grève.

Il faut dire que le directeur, en essayant de nous intimider, a permis à beaucoup de se joindre à la grève. Jeudi, il insultait une délégation : « C'est malheureux à dire, mais ce sont les étrangers qui mettent le bordel en France » : puis à un camarade : « Tu veux que je t'en emmanche une? ». Pour son malheur, nous avons un magnétophone qui enregistrait à ce moment-là, et ses propos, diffusés au micro à l'AG, ont connu un certain succès.

Vendredi, il nous envoyait les flics à la sortie d'une projection du film La question que nous avions organisée dans l'établissement. Quatre d'entre nous étalent embarqués, les autres dispersés à coups de pieds et de matra-

Cela n'a fait que contribuer à convaincre encore plus d'élèves de participer à la grève et aux différentes manifestations.

Stages au commissariat

Depuis le début du mouvement, le directeur de Valmy fait

tout pour qu'il n'y ait aucun gréviste dans son établissement : coups de téléphone aux parents, pointage des présents, etc.

Le directeur est resté chaque matin devant la porte pour faire rentrer les lycéens. Mais mardi, il avait disparu... Il s'était caché dans son bureau, à la vue des dizaines de collégiens des Ecluses, de Clavel, Curial, venus chercher ceux de Valmy pour la manifestation.

Il avait téléphoné aux flics. Une cinquantaine de policiers ont alors envahi la cour du LEP Valmy. Le directeur a alors fait le tri : les élèves de Valmy sont retournés en cours, enfermés dans les classes par les professeurs. Les autres collégiens, extérieurs à Valmy, se sont retrouvés à 46 au commissariat du troisième. C'était pas triste.

Ecrivez, on vous répondra

Au LEP du Chesnay, le proviseur a cru nous faire peur en écrivant aux parents pour menacer ceux qui font grève.

Manque de chance, nous aussi on leur a écrit, mais pour leur dire que le directeur, lui, comptait faire faire son installation électrique par les élèves... gratis, évidemment.

Rien d'étonnant alors qu'il soit pour les stages Beullac.

L'OCI toute seule à tout prix

Lors de la Coordination de tous les LEP de la région parisienne en lutte contre Beullac et sa réforme, convoquée mercredi 30 janvier à Jussieu par le Comité central de grève, le service d'ordre de l'OCI, qui occupait la salle avant le début, a essayé d'en interdire l'entrée aux lycéens et lycéennes qui n'appartenaient pas à sa tendance politique.

Ne pouvant y parvenir, l'OCI a quitté la salle pour aller tenir une réunion dans son local, en tentant d'y entraîner des représentants des LEP en grève.

C'est seulement après cette manœuvre de l'OCI que la Coordination, représentant une soixantaine de LEP, put se tenir normalement. La Coordination, après avoir élu un collectif de direction, décida d'envoyer une délégation auprès des lycéens du technique qui avaient suivi l'OCI. Mais non seulement la délégation se heurta à une fin de non-recevoir, mais l'OCI accueillit certains de ses membres à coup de poings et de pieds, les expulsant manu militari.

Cela juge l'OCI. Tant pis pour elle si elle permet à certains de ses membres d'employer des méthodes de yous. Cela montre aussi que, dans ce mouvement des LEP, l'OCI n'a d'autre souci, même lorsqu'elle dirige le mouvement, que ses propres intérêts d'organisation. Et c'est elle, elle-même, qui tient à faire la preuve que ses intérêts d'organisation ne correspondent pas à ceux du mouve-

Mais il est douteux qu'elle parvienne ainsi à empêcher l'organisation démocratique des lycéens du technique.

Après tout, les jeunes de LEP n'ont pas besoin des gros bras de l'OCI. Qu'ils restent dans leur local, puisqu'ils préfèrent s'y retirer plutôt que d'accepter une discussion et une confrontation fraternelles avec les autres points de vue.

Marchais est pour la discussion avec tous ceux qui sont d'accord avec lui

Georges Marchais était samedi 26 janvier le rédacteur en chef du « journal inattendu » de RTL. Il a déclaré : « Sakharov est un homme de droite. Nous connaissons ses positions. Elles méritent d'être combattues, mais elles doivent l'être au moyen d'arguments, d'idées. Elles doivent l'être par une lutte politique et idéologique, et non par des mesures administratives ».

Fort bien. Mais visiblement, cette déclaration conceme l'URSS, mais pas la France. Car ici, que ce soit dans les colonnes de l'Humanité ou dans les entreprises, l'attitude du PCF est tout autre.

Certes, dans l'Humanité, en cherchant bien, on peut trouver au moins un paragraphe dans un article (celui de René Andrieu du 14 janvier) où il est dit : « On peut ne pas partager notre analyse sur la situation en Afghanistan, sans pour autant être suspect de rouler volontairement pour Washington ». Mais c'est une clause de style. Car par ailleurs, à lire l'Humanité chaque jour, on pourrait croire que tous ceux qui ne sont pas d'accord avec l'intervention russe en Afghanistan et qui critiquent la position du PCF en la matière sont des impérialistes, des nostalgiques de la réaction en Afghanistan, les suppôts du Excellent moyen pour l'Hu-

manité de ne pas répondre sur le fond!

Toutes les critiques ou les attaques contre le PCF sont assimilées à une « formidable opération de propagande contre le PCF », et à des « injures » ou des « calomnies », à des « mensonges »,

Bref, critiquer le PCF, ce serait faire de l'anticommunisme, ce serait être aligné sur les USA, ce serait être du côté de la bourgeoisie. Dans les entreprises les militants du PCF, ceux qui sulvent leur direction, emploient les mêmes métho-

des. On ne peut pas discuter avec eux, leur demander des explications qu'on soit sympathisant du Parti Socialiste ou du Parti Communiste, membre de la CGT ou de la CFDT, ou pas syndiqué, sans se voir rétorquer des réponses du genre : « Tu es pour les réactionnaires en Afghanistan »; « Tu es d'accord avec Carter. Tu n'a pas le choix : si tu ne soutiens pas les Russes, c'est que tu es pour les Américains ».

Le procédé qui consiste à dire n'est pas avec est contre moi » ne s'apparente en rien au combat des idées, à la « lutte politique et idéolo-

gique » dont parle Georges Marchais. Ce n'est, ni plus ni moins, que du chantage, destiné à faire taire tous ceux qui ne sont pas d'ac-

C'est du terrorisme moral. Et cette attitude a sa propre logique, une logique qui conduit au terrorisme physique.

C'est un pas que la direction du PCF a souvent franchi dans le passé. Elle peut le faire à nouveau. Peut-être de telles méthodes pourront faire taire quelques-uns. Elles ne les empêcheront pas de penser. Mais elles jugent ceux qui les emploient.

S.F.

Au congrès de la FEN :

l'Afghanistan et Sakharov bons prétextes pour petites manœuvres



PC... mais celui-ci lui avait tendu la perche.

Le congrès de la Fédération de l'Education nationale, fédération qui regroupe la majorité des syndicats enseignants, qui s'est tenu à Toulouse, a donné lieu, comme chaqu année, à un affrontement entre la tendance majoritaire (Unité, indépendance et démocratie), dont la plupart des dirigeants sont proches du Parti Socialiste, et la forte tendance minoritaire (Unité et action) représentant près d'un tiers des adhérents, proches eux du PCF.

André Henry, le secrétaire général, membre de la majorité, n'a pas raté l'occasion de marquer des points contre ses rivaux immédiats de la tendance proche du PCF, en dénoncant l'intervention soviétique en Afghanistan et l'affaire Sakharov. Ainsi a-t-il déclaré dans son discours d'ouverture : « Kaboui 1980, c'est comme en 1948 ou

en 1968, un nouveau coup de Prague qui accentue les risques d'une guerre mondiale. Il n'est pas crédible d'approuver le coup de Kaboul au nom des droits des droits de l'homme, de désavouer l'exil de Sakha-

Pas plus que les dirigeants du PCF, Henry ne se soucie des droits de l'homme et du droit des peuples. Il y avait surtout, de la part d'André Henry, la volonté de profiter des circonstances. C'était de

bonne guerre. Et si, face à ces accusations, comme tous les commentateurs de presse présents au congrès l'ont souligné, les militants pro-ches du PCF se sont sentis mal à l'aise, à qui la faute? Car si aujourd'hui des enseignants communistes se trouvent gênés, comme nombre de militants communistes dans les

entreprises, c'est à Marchais et à la direction du PCF qu'ils doivent s'en prendre!

Roger MEYNIER

Pour les dirigeants de la CGT : à Kaboul, R.A.S.

Sous le titre Nous revenons de Kaboul. l'Humanité du 29 janvier 1980 publiait un compte rendu de la commission d'enquête de la CGT envoyée en Afghanistan. Et c'est sans vergogne que les quatre membres de la délégation déclarent en gros : « Il ne se passe rien d'anormal là-bas ». Pour un peu, ils n'auraient pas même vu de soldats soviétiques!

A tel point qu'on peut se demander pourquoi cette délégation a fait un si long voyage, puisque ce qu'elle a déclaré à son retour figurait déjà, avant son départ, dans les colonnes de l'Humanité.

En fait, Séguy et Krasucki se sont sentis obligés de faire semblant d'enquêter, en envoyant une commission d'enquête, non pas pour vérifier que tout ce que disa't la presse était pure calomnie : leur opinion est faite là-dessus. Ils n'ont pas besoin d'aller à Kaboul. Il suffit que Marchais ait été à Moscou. Non! Cette opinion vise à contrebalancer les informations concernant les dissensions qui se sont exprimées à propos de l'affaire de l'Afghanistan au sein de la Commis-

sion exécutive de la CGT. Sur la centaine de membres de cette commission, 16, dont 2 secrétaires confédéraux, n'ont pas approuvé la position prise par la centrale.

Parmi ces opposants, il y a des membres du PS et peut être des gens qui, en fa'sant preuve d'indépendance, cherchent en fait une chute du côté de la social-démocratie. Mais ce n'est pas tant ce genre d'opposition qui embarrasse Séguy et les siens. Il est probable que l'on arrivera à convaincre ces réticents du bien-fondé des choix de la

Mais convaincre tous les militants et les syndiqués qui, à la base, sont gênés, voire écœurés de la position prise par la direction de leur syndicat et du PCF sur l'Afghanistan, c'est une autre affaire! Et ils risquent d'être nombreux ceux qui ne seront pas dupes du récit à l'eau de rose de cette prétendue commission d'enquête, qui a été faire du tourisme à Kaboul, après que les troupes russes y eurent, elles aussi, fait une incursion qui, elle, n'avait rien de touristique.

AGRESSION RACISTE A TOULOUSE

Le 24 janvier vers 22 h 30, un Mauritanien a été victime d'une agression raciste dans une rue de Toulouse. Un groupe de trois personnes, soutenu par une quinzaine d'individus, l'a provoqué à plusieurs reprises aux cris de « sale nègre ». Puis ils l'ont lâchement roué de coups, ce qui a entraîné un traumatisme crânien avec perte de connaissance, des plaies profondes à la bouche et la fracture d'une dent. Quelque temps après, la police est intervenue et essaya de justifier

les blessures en disant que la victime serait tombée sur une

Suite à l'insistance de la victime et sous la pression d'autres étudiants étrangers, la police finit par accepter de rentrer dans le bar où s'étaient réfugiés les agresseurs. L'un d'entre eux a pu être identifié et n'a même pas nié les faits. Conduit au poste de police avec son agresseur, on aurait conseillé à l'agressé : « Rentre donc chez toi. Si tu vas

à l'hôpital, tu y seras hospitalisé, tu ne pourras pas préparer tes examens; par conséquent, tu ne pourras plus rester en France ».

Et abandonné à son sort, c'est par ses propres moyens qu'il a dû se rendre à l'hôpital. Immédiatement les faits connus, des réactions ont eu lieu. Une plainte a été déposée. Un tract dénonçant les faits a été distribué. Et dans les jours qui viennent, la protestation doit continuer.

Correspondant LO

La libéralisation de la drogue ne libère pas les drogués

La polémique engagée, par voie de tracts distribués à la porte de quelques lycées du Val-de-Marne, entre des enseignants favorables à la mise en vente libre des drogues douces et des militants des Jeunesses Communistes, a eu au moins le mérite de développer publiquement un large débat sur le problème de la drogue.

Ce problème est parfois grossi par la presse car si la drogue, dans les lycées (et ailleurs), cela existe, le phénomène ne touche qu'une minorité de jeunes. Une enquête menée l'an dernier dans plusieurs lycées de la région parisienne, qui comptent parmi les plus facilement touchés par la drogue, a révélé que 80 % des lycéens n'avaient jamais essayé de drogue, même si pour certains l'occasion s'était présentée. Et parmi les 20 % restants, bon nombre ne seraient que des fumeurs très occasionnels.

Mais, même limité, l'usage de la drogue chez les jeunes crée suffisamment de ravages pour qu'on puisse s'en inquiéter.

Actuellement, l'un des principaux moyens envisagés pour lutter contre la drogue reste la répression. Or celle-ci est bien incapable de supprimer le phénomène. La répression contre les drogués eux-mêmes ne peut que les confirmer dans le sentiment que la société les rejette. D'ailleurs, si user de la drogue est toujours interdit par la loi, dans les faits, les policiers et les juges ont adopté une attitude plus souple et ne poursuivent plus les simples drogués. Quant à la répression contre les réseaux de gros trafiquants tiés à la pègre, elle se montre singulièrement ineffi-

Restent les petits trafiquants, les revendeurs occasionnels, souvent des drogués qui se procurent de quoi acheter de la drogue en revendant euxmêmes : ce sont eux qui tombent le plus souvent dans les mailles du filet, mais d'autres les remplacent.

Alors, c'est sûr, les lois répressives contre l'usage et le commerce de la drogue ne permettent pas de lutter efficacement contre les dangers des drogues, même douces. Mais faut-il dire pour autant que la libéralisation de la vente de certaines drogues dites « douces » règlerait le problème? Ce serait, selon les enseignants qui défendent cette position, un moyen de parer aux injustices de la répression et de mettre un terme au trafic clandestin qui entraîne nombre de jeunes drogués dans une délinquance forcée (il leur faut, par n'importe quel moyen, se procurer de l'argent pour acheter la drogue au prix fort).

C'est en partie vrai. Mais la contrepartie pourrait être aussi barbare et grave de conséquences.

A la place des trafics existants actuellement, on verrait sans doute se développer une industrie et un commerce de la drogue tout ce qu'il y a de légaux et d'honnêtes, avec boutique sur rue. Rhône-Poulenc ou d'autres trusts de l'industrie pharmaceutique pourraient ajouter cette nouvelle corde à leur arc : le traitement du cannabis. Ils pourraient peut-être même afficher sur fond de couleurs psychédéliques quelque nouveau slogan publicitaire : « On nous

envie nos poudres »! Et dans les pharmacies, au milieu des tranquillisants, excitants et autres drogues médicamenieuses, on ferait une place pour cette drogue qui ne se distinguerait plus des autres que par ceci qu'elle n'est censée guérir d'aucune maladie particulière. Alors, pour empêcher les super-bénéfices des gros trafiquants, faut-il favoriser ceux des industriels et des commerçants? Pour empêcher les problèmes liés à l'interdiction de la drogue, faut-il en étendre le marché?

Car la vente libre des stupéfiants aurait inévitablement pour conséquence une augmentation sensible de la consommation de drogue : celleci serait moins chère, à « teneur garantie » (ce qui n'est guère le cas dans le trafic clandestin!), contrôlée, aseptisée et facile à se procurer. Il ne faut pas croire qu'on en consommerait moins, simplement parce qu'elle n'aurait plus l'attrait du fruit défendu.

Pour s'en convaincre, il suffit de voir les ravages que font en France les drogues en vente libre, comme le tabac et l'alcool. Les jeunes, parfois de très jeunes, intoxiqués par le tabac sont bien plus nomCANDABIS

Le cannabis libre... c'est plus de gens sous sa dépendance.

breux que ceux qui sont intoxiqués par les stupéfiants. Et des moins jeunes, n'en parlons pas. Et si la France détient tous les records mondiaux d'alcoolisme, c'est que, à chaque coin de rue, dans le village le plus reculé, il existe un ou plusieurs débits de boisson qui vous proposent pour un franc, sur le zinc, une dose de « paradis artificiel ».

Inutile de préciser que, si la loi se montre aussi libérale sur la consommation de ces drogues, c'est aussi parce que l'Etat empoche dessus de coquets bénéfices! Et qui sait? si on mettalt la marijuana en vente libre, elle serait peut-être bien taxée comme les Gauloises bleues...

Alors, sous prétexte que l'Etat est incapable d'exercer une protection efficace des individus contre les trafiquants de drogue, on ne peut pour autant voir une solution dans la vente libre des stupéfiants : cela revient à favoriser le mai qu'il s'agit de combattre.

Les jeunes ont bien des raisons de rejeter le monde qu'on leur propose. Que certains, par dégoût, cherchent la fuite, l'oubli, dans le recours aux stupéfiants, cela n'est guère étonnant. Et ce qui doit faire scandale, ce n'est pas que des jeunes se droguent, c'est qu'ils préfèrent cela à la société qu'on leur offre.

Hélène DURRY

Aux « Dossiers de l'écran »

Barrot-baratin

Drôle de débat à Antenne 2, le mardi 29 janvier, pour les Dossiers de l'écran consacrés aux retraités. Face aux quelques retraités invités, Barrot, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a pendant presque deux heures monopolisé la parole pour défendre la politique gouvernementale en ce domaine!

« C'était peut-être pour eux », comme il l'a répété à plusieurs reprises, « mieux qu'avant »; mais c'était quand même culotté de sa part de vouloir en tirer gloire. Vraiment, il n'y a pas de quoi être fier! Et des téléspectateurs scandalisés lui ont rappelé quelques vérités, comme l'injustice constituée par le paiement d'impôts prélevés sur la retraite, par la nouvelle ponction représentée par les cotisations de Sécurité sociale, ou comme l'hypocrisie de certaines mesures consistant à « revaloriser » des allocations dérisoires voisines de zéro. Sans parler de la fameuse vignette automobile, à l'origine créée pour secourir les vieilles personnes...

Quant aux belles phrases qu'il a faites pour comparer les mérites respectifs de la maison de retraite et du maintien à domicille, avec aide sociale ou médicale, il aurait pu se les garder!

Comme si les personnes âgées avaient vraiment le choix! Comme si ce n'étaient pas les ressources financières, l'état de santé, l'existence ou non d'une famille susceptible de les aider, qui décidaient à la place des personnes âgées de leur départ en maison de retraite ou à l'hospice, ou de leur « maintien à domicile »!

Barrot a quand même pu terminer son « one m a n show » sur une promesse (la même que des dizaines de ministres de la Santé ont dû faire avant lui) : celle de supprimer les salles communes. Prudent, il n'a pas donné de date...

Bertrand GORDES



Les personnes âgées manifestent, en 1976, pour la revalorisation des retraites, des logements sociaux, les transports gratuits. Depuis, on teur a accordé... beaucoup de promesses

Chirac pense aux chômeurs...

Lundi 28 janvier le Conseil de Paris a décidé le remboursement de la carte orange aux chômeurs. Chirac, maire de Paris, l'avait déjà annoncé, à grand renfort de publicité, dès le vendredi 25 jan-

Que les chômeurs ne paient plus les transports, voilà une bonne chose! Mais à y regarder de plus près, les largesses de Chirac apparaissent bien étroites. Qu'on en juge! Seuls les chômeurs résidant depuis plus de trois ans dans la capitale, sans emploi trente jours dans le mois et percevant de la part des ASSEDIC une allocation mensuelle inférieure à 1 500 F auront droit de se faire rembourser leur coupon dans les mairies d'arrondissement, aux guichets des bureaux d'aide sociale.

D'après l'Humanité, cette mesure toucherait environ 30 000 personnes, les mêmes qui l'an dernier percevaient une majoration « spéciale » de 55 F par chômeur, majoration aujourd'hui supprimée.

Dans cette affaire, Chirac a seulement voulu se faire un peu de publicité; mais une publicité gratuite, s'il vous plaît...

M.L.

Quel président pour l'Iran?

Avec plus de 75 % des suffrages dès le premier tour, Abol Hassan Bani Sadr est devenu le premier président de la Première République iranienne.

Fils de religieux, depuis longtemps opposé à la royauté, il passe en même temps pour un homme moderne et libéral. Autrefois partisan de Mossadegh, il a passé près de quinze ans en Occident et se dit maintenant un fervent défenseur de l'islamisme, seul capable, d'après lui, d'unifier la nation.

Bani Sadr se veut l'homme de partout et de tout le monde, en qui tout le monde peut se reconnaître. Le « petit peuple », dont il se réclame volontiers, attend de lui logement, travail et mieux-être. Les commerçants du bazar saluent en lui celui qui accorde une réduction du taux d'intérêt bancaire de 14 à 4 %. Les intellectuels se souviennent de sa réputation d' « économiste compétent », décidé à remettre sur pieds le pays. Et les paysans qui travaillent la terre attendent de lui de la posséder... Et le fait est qu'il a laissé loin derrière tous ses rivaux.

Mais quel va être le vrai visage de Bani Sadr, que les Iraniens ovationnent aujourd'hui? Sur qui va-t-il choisir de s'appuyer, et pour mener quelle politique? C'est au fil des événements à venir qu'on le verra.

La Constitution ne donne à Bani Sadr que des pouvoirs limités. Le dernier mot reste à l'imam Khomeiny, qui peut le destituer et sous la tutelle duquel il reste. Néanmoins, le fait qu'il soit élu au suffrage universel et le fait que la maladie de Khomeiny fasse planer la menace de sa mort, lui donnent un rôle de première importance.

Mais les problèmes sont nombreux : préserver l'indépendance de l'Iran alors que les chars russes sont en Afghanistan et que les relations avec les Etats-Unis sont bloquées ; sauvegarder l'unité nationale alors que le sort des minorités du Kurdistan et de l'Azerbaïdjan, par exemple, est loin d'être réglé ; reconstruire l'économie alors que le pays est dans le marasme et qu'il doit importer pour se nourrir.

Mais avant tout, Bani Sadr s'est montré préoccupé par la nécessité de ramener l'ordre et de normaliser la vie politique en Iran en mettant en place les institutions légales. Cette mise en place - les élections législatives, d'où sortira le Parlement, doivent avoir lieu à partir du 15 février va forcément se faire en mettant en cause un certain nombre de structures existantes. Les « pouvoirs parallèles », tels les comités islamiques ou les « gardiens de la révolu4 tion », lui posent un problème. Ils se sont constitués au cours de la révolution. Khomeiny, qui en a eu besoin pour assurer son régime, tantôt s'appuyait sur eux, tantôt limitait leurs pouvoirs; mais en fin de compte, il les contrôlait. Il n'est pas dit que Bani Sadr ait la même autorité sur eux.

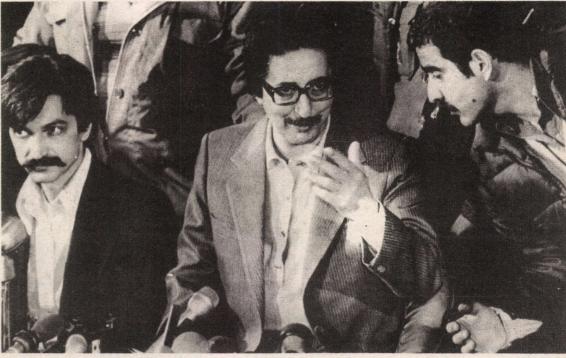
Par ailleurs, sur le plan économique, la situation sem-

ble critique. A l'heure actuelle l'économie est désorganisée. Le chômage est important. Il faut nourrir la population, et pour cela se pose la question de rétablir ou d'améliorer les relations économiques avec les autres pays.

Et cela pose pour les dirigeants iraniens le problème des relations avec l'Occident. notamment avec les USA. Bani Sadr reprend aujourd'hui à son compte l'attitude ferme de Khomeiny dans cette affaire. Mais il y a quelque temps il avait défendu une position plus modérée vis-à-vis de l'impérialisme américain. Il a expliqué dans une interview au journal Le Monde : « J'ai toujours exigé, expliquait-il, du gouvernement américain une déclaration de ses torts à notre égard, mais il est vrai que je ne la liais pas naguère à une libération des otages. Depuis, l'opinion iranienne en a jugé autrement, et il nous est impossible de dissocier les deux affaires ».

En fin de compte, le problème qui se pose est de savoir si Bani Sadr voudra ou pourra gouverner en coopérant avec Khomeiny, ou bien s'il s'opposera à lui sur l'attitude à avoir face aux problèmes intérieurs ou face à l'impérialisme?

En tout cas, cette coopération entre les deux dirigeants apparaît comme un élément important pour le maintien du fragile équilbre intérieur. Pour le moment, Khomeiny semble en être conscient, qui a accordé à Bani Sadr son appui sans réserve le 29 janvier, appelant au cours d'une allocution radio-télévisée la population et les « candidats malchanceux » à collaborer. Mais il est trop tôt pour savoir si cette coopération sera durable.



Bani Sadr, un président dans lequel des millions d'électeurs, pour des raisons diverses et contradictoires, se sont reconnus.

Reste que demain Khomeiny peut disparaître. Et une chose est sûre alors, c'est que les vertus d'un vote massif pour Bani Sadr ne suffisent pas à lui donner la position et l'autorité de Khomeiny. Et il se trouverait alors dans une situation d'autant plus délicate et critique que l'impérialisme américain n'a sans doute pas renoncé à intervenir si l'occasion se présente, si des troubles survenaient.

Pour le moment on n'en est pas là. Bani Sadr en est aux déclarations et Khomeiny est en vie. Les choix politiques de Bani Sadr, on les verra concrètement à l'usage. Mais une chose est sûre : des centaines de milliers d'Iraniens se sont reconnus dans la ligne qu'il prétend incarner. Ils savent pour qui ils ont voté. Mais il leur faudra attendre quelque temps pour savoir qui ils ont vraiment élu.

Anne GARBE



Bani Sadr est président, mais l'arbitre de la situation reste Khomeiny.

Ceux qui étaient candidats

Après l'éviction (entre autres, puisqu'il y avait eu au départ plus de cent candidatures) de Moghadam, chef du Parti Radical, puis celle de Bazargan, ancien chef du gouvernement, et celle de Radaji, Jeader des Musulmans Progressifs, il ne restait plus que quelques prétendants sérieux sur la sellette. Et si l'on

en juge par leurs scores, ils n'ont pas fait le poids.

L'amiral Madani, ex-gouverneur du Khouzestan, qu'on présente comme le porte-parole de la bourgeoisie libérale et pro-occidentale en même temps que de tous ceux qui désirent l'ordre, n'a obtenu que 15 % des voix. Hassan Habibi qui, en remplacement de Farst, portait les couleurs du Parti Républicain Islamique, largement soutenu par la hiérarchie chiite, a à peine récolté 5 % des voix. Et l'actuel ministre des Affaires étrangères a essuyé une défaite cuisante, en ne glanant que quelques miettes. Du coup, tous sont passés à l'arrière-plan.

L'île de La Réunion ravagée par un typhon

25 morts, 15 disparus, 7.500 sinistrés contraints de trouver refuge dans les écoles ou les églises sur les hauteurs de l'île : tel est le bilan du typhon qui a dévasté La Réunion à deux reprises.

Dans les campagnes, les plantations de canne à sucre, de vanille, de tabac et les cultures maraîchères ont été ravagées et la récolte de géraniums (une des principales productions de l'île) a été détruite à 100 %. Des milliers de bêtes ont été noyées.

Dans les villes, les habitations ont été inondées et des milliers d'entre elles emportées par les trombes d'eau qui se sont abattues sur l'île (4.067 mm en 10 jours, alors qu'il en tombe 600 mm par an à Paris). Et ce sont bien sûr les plus pauvres, les habitants des bidonvilles, qui ont été les premiers touchés.

Il semble bien que toutes les précautions nécessaires n'aient pas été prises dans cette île pour éviter les conséquences dramatiques de catastrophes naturelles, toujours possibles sous les tropiques. D'après l'Humanité, les agglomérations n'étaient pas protégées contre les torrents et les ravines, les canaux d'évacuation étaient prévus pour de petites pluies et les habitations étaient construites « en dépit du bon sens et de l'expérience accumulée des autochtones ».

Comme le déclarait Dijoud,

la situation dans l'île est « apocalyptique ». Les pertes au niveau de l'agriculture sont énormes. 30 millions francs de perte pour la seule production de géraniums destinés à la parfumerie. Tout est à reconstruire : habitations, routes, etc. Si les secours en provenance de la France s'organisent, à grand renfort de publicité, pour les « soldats de la France », le Conseil des ministres a débloqué 15 millions de francs pour les premières dépenses et les secours et 10 millions de francs pour les chantiers. C'est vite calculé : ça ne fait même pas le compte des pertes de la production de géraniums...

Sophie GARGAN

Après l'ouverture de la frontière avec Israël, les pas discrets

de Sadate

Le 27 janvier dernier, un pas de plus a été franchi dans la voie de la normalisation des relations entre l'Egypte et

Une nouvelle étape de l'évacuation du Sinaï par les troupes israéliennes a été franchie, ce qui fait que l'Egypte a maintenant récupéré plus de la moitié de ce territoire, occupé par Israël depuis 1967. D'autre part, à cette occasion, la frontière entre les deux pays a pour la première fois été entrouverte au poste d'El Arich; entrouverte seulement, puisque la liberté de circulation à travers ce poste frontière reste toute théorique, rien n'ayant encore été prévu pour la délivrance des visas. Par ailleurs, les Egyptiens ne sont pas prêts à établir une liaison aérienne, dans les semaines qui viennent, entre les deux capitales. Seules les communications postales et téléphoniques ont été assurées dès le 27 janvier.

Cette politique de lente normalisation entre l'Egypte et Israël n'est certes pas chose nouvelle. Elle s'inscrit dans le cadre des accords de Camp David, qui prévoient pour 1982 le retour de l'ensemble du Sinaï à l'Egypte.

Mais cette politique est critiquée et condamnée dans nombre de pays anabes, comme l'ont souligné les manifestations qui, en Libye, en Syrie ainsi que dans le sud-Liban, ont accueilli l'annonce de l'ouverture de la frontière israélo-égyptienne.

Par ailleurs, en Egypte même, des courants nationalistes ou intégristes musulmans, comme les Frères Musulmans, critiquent sa politique de bonnes relations avec Israël et avec l'impérialisme. Ils critiquent aussi sa politique hostile à l'égard de l'Iran de Khomeiny, qui a été marquée récemment par l'invitation adressée à l'exchah de venir résider en Egypte. Cela explique peut-être pourquoi Sadate, tout en poursuivant la politique de « normalisation » avec Israël, a baissé d'un ton. Dans son discours devant l'Assemblée du peuple prononcé le lendemain même de l'ouverture des frontières, le président égyptien s'est gardé de toute allusion à la politique de normalisation avec Israël, préférant axer la quasi-totalité de son discours sur la dénonciation de l'intervention russe en Afghanistan et sur le soutien qu'il apporte, lui, aux Etats-Unis, « garants de la sécurité au Proche-Orient ».

Sans doute, pour l'instant, rien ne permet de dire que de larges couches de la population égyptienne soient hostiles à la politique de Sadate. Mais celui-ci peut sans doute s'inquiéter de l'actuelle situation du Moyen-Orient,



Begin et Sadate à Aswan (Egypte), le 8 janvier dernier : Sadate continue sa politique de rapprochement avec Israël... mais plus discrètement qu'auparavant !

et notamment des manifestations hostiles à l'impérialisme qui ont éclaté, notamment en Arabie Saoudite, en solidarité avec la « révolution islamique » de Khomeiny.

Cela explique sans doute, entre autres, pourquoi, aujourd'hui Sadate se fait discret. Mais il n'en continue pas moins sa politique. Car il espère, de la normalisation avec Israël et de son rapprochement avec l'impérialisme, une

diminution des charges militaires de l'Etat égyptien. Il pense aussi sans doute obtenir de l'impérialisme des subsides, sous la forme d'une aide économique et sous forme d'investissements qui permettraient à l'économie égyptienne de se développer un peu. Mais, même dans ce cas, les masses égyptiennes ne connaîtront, elles, aucune amélioration de leur sort, car il y a fort à parier que ces

aides, accaparées par la bourgeoisie et la bureaucratie d'Etat, ne les atteindront ja-

En d'autres termes, Sadate compte peut-être faire jouer maintenant à l'Egypte, dans la région, le rôle que jouait au-trefois l'Iran du chah, en tant que partenaire privilégié des USA, menant une politique liée à ceux-ci et étant payé en retour par des relations privilégiées. Georges LATTIER

Espagne

Après la reprise des ouvriers de la SEAT

Les ouvriers de la SEAT de Barcelone (la FIAT espagnole), en grève depuis le 10 janvier, ont repris le travail le mardi 22, une semaine après que les syndicats majoritaires, notamment l'UGT (Union Générale des Travailleurs, liée au Parti Ouvrier Socialiste Espagnol) et les Commissions Ouvrières (liées au Parti Communiste) les ont appelés à cesser leur mouvement.

La grève s'était déclenchée après une assemblée générale de 26.000 ouvriers, où furent d'abord votés deux jours de grève proposés par les délégués, pour répondre à ce que la direction osait présenter comme sa dernière offre d'augmentation : 10,47 %, au lieu des 16 % revendiqués (selon les indices officiels, l'inflation aurait été de 48 % entre 1977 et 1979, dont 15,5 % rien que pour la seule année 1979).

La grève, selon les prévisions syndicales, ne devait être qu'un essai pour amener la direction à reconsidérer sa proposition. Mais le lundi 14 le travail n'avait pas repris comme prévu. La grève était reconduite les jours suivants.

Les syndicats majoritaires chez SEAT, les Commissions Ouvrières et l'UGT, avaient eu, au départ, des vues différentes. L'UGT s'était montrée opposée à l'action, car elle se sentait coincée par des accords passés entre la direction du syndicat et le grand patronat. Elle avait dès le départ tout fait pour saboter le mouvement en alléguant le fait que l'entreprise traversait un mauvais moment et qu'on risquait, si la grève se prolongeait, d'aboutir à une catastrophe. De leur côté, les Commissions Ouvrières semblaient vouloir se contenter d'une démonstration, à la veille de la négociation, dans toute la Catalogne, de plus de 600 conventions collectives concernant au moins 500,000 travailleurs. Mais la détermination des grévistes l'avait emporté. Et, un jour après l'autre, dans des assemblées réunissant 20.000 travailleurs, ceux-ci recon_ duisaient leur grève. Mais à partir du moment où les syndicats avaient appelé à la reprise, la direction espérait qu'en patientant quelques jours et en faisant un petit effort supplémentaire de 1

ou 2 %, le mouvement s'essoufflerait. C'est ce qui s'est produit.

La direction de SEAT tenait sans doute à montrer de cette manière, au grand patronat catalan qui observait de près le conflit un exemple à suivre dans les négociations des actuelles con-

Mais cela ne semble pas avoir impressionné les 500.000 travailleurs qui, dans l'ensemble du pays, sont en grève et contestent de cette facon l'accord-cadre signé par la CEOE et l'UGT. Ainsi, à Madrid le bâtiment et la métallurgie sont partiellement paralysés, ainsi que l'administration publique. Dans la province de Séville, il y a environ trente villages en grève générale, réclamant des crédits pour faire face au chômage; et 7.000 professeurs de CET sont en grève pour leurs revendications.

Bref, il y a à l'heure actuelle en Espagne un « climat », comme on dit, qui prouve bien que les travailleurs ne se résignent pas à l'austérité.

Gabriel CATALA

Grande-

Bretagne La grève des sidérurgistes s'étend

Lundi 28 janvier, une grève générale de 24 heures a paralysé les principaux secteurs d'activité du pays de Galles. Les ouvriers refus des licenciements prévus dans la sidérurgie qui, selon les syndicats, entraîneraient la disparition de 30.000 à 50.000 emplois dans cette région déjà fortement touchée par le chômage. Ce mouvement, auguel 250,000 ouvriers ont participé selon les syndicats, est le plus important qu'ait connu le pays de Galles depuis 1945.

En même temps, au moment où plus de 100.000 ouvriers de la sidérurgie nationalisée vont entamer leur cinquième semaine de grève, la Confédération Syndicale du Fer et de l'Acier (ISTC) appelait à l'extension de la grève dans l'industrie sidérurgique privée à compter de ce lundi.

Mais le patronat a pris ses précautions : samedi, un jugement de la cour d'appel ordonnait à l'ISTC d'annuler son mot d'ordre de grève dans la sidérurgie privée et de retirer ses piquets de

grève, faute de quoi les dirigeants syndicaux pourraient être condamnés à des peines de prison; le motif invoqué par les jugallois manifestaient ainsi leur ges étant que ce mot d'ordre de grève outrepasse les droits des syndicats, dans la mesure où il vise à « contraindre le gouvernement à modifier sa politique »!

> Les dirigeants de l'ISTC ont annoncé leur volonté de ne pas enfreindre la loi et ont fait appel de ce jugement. Mercredi matin ils ont appelé leurs adhérents du secteur privé à reprendre le travail. Mais, dans les faits, les ouvriers ont passé outre. Lundi, environ 16.000 ouvriers de la sidérurgie privée ont défié l'arrêté des juges et, sur les quarantequatre aciéries que compte ce secteur, 43 ont dû interrompre leurs fabrications. Et, dans les régions sidérurgiques, les dirigeants syndicaux locaux ont appelé leurs membres du secteur privé à poursuivre leur mouvement sans tenir compte des consignes de l'ISTC.

François ROULEAU

Aux Assedic de Paris :

Plus d'un mois de travail à rattraper

Pas de raison que nous soyons les seuls à supporter les conséquences de l'imprévoyance de ceux qui ont décrété l'application, dans des délais trop brefs du nouveau système d'indemnisation du chômage : c'est ce que se sont dit sans doute les employés des treize antennes parisiennes des ASSEDIC qui, à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO se sont mis en g'ève pour 24 heures, ce mercredi 30 jan-

Décidée en mars dernier, la nouvelle réglementation des indemnités de chômage devait entrer en vigueur le 1er juillet pour les nouveaux allocataires, et le 1er octobre pour les anciens.

Conséquence de cette précipitation: non seulement les employés ont eu un surcroît de travail mais les difficultés, pour ne

pas dire la pagaille dans les paiements, occasionnée par la mise en place du nouveau programme informatique a entraîné le mécontentement de centaines de chômeurs qui s'adressent à eux et les assaillent de réclamations.

A l'heure actuelle, le retard accumulé est tel que 12 000 doss'ers étaient encore en souffrance à la fin du mois de décembre (contre 4 000 l'an passé). Certains chômeurs, en particulier les anciens qu'on a eu plus de difficulté à « réintroduire » dans l'ordinateur, n'ont rien perçu depuis octobre.

Une illustration de la manière dont les grands responsables qui administrent ces services traitent les travailleurs : ceux qu'ils emploient comme ceux qui n'ont pas d'embauche.

Allô, Jacques,-

quelles nouvelles?

Le directeur interviewé à RTL l'a affirmé bien haut : à la CAFRP, il n'y a aucun problème.

Et les adultes handicapés qui continuent à attendre leurs prestations parce qu'il y a du retard? Tout va très bien, Madame la Marquise. Et l'APL qui s'engorge! Tout va très bien, Madame la Marquise! Et les 5000 courriers en retard dans certaines nouvelles sections? Et le retard de l'Allocation-logement? Tout va très bien, Madame la Marquise!

L'optimisme béat, c'est leur façon de voir à la direction, alors on se demande pourquoi on nous empoisonne dans tant de services avec le retard à rattraper vite fait!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CAF Paris.

Strasbourg et sa police



Dimanche 13 janvier, aux premières heures de la matinée, Yazid Naïli, un jeune Algérien de 21 ans, a été tué. par un policier d'une balle dans la tête.

C'est à la suite d'un cambriolage dans un débit de tabac que des policiers prirent en chasse des jeunes qui auraient été surpris dans le magasin par une patrouille. Un signalement vestimentaire avait été lancé par appel radio. L'un des policiers se lança à la poursuite d'un jeune homme qui sortait d'une voiture et lui paraissait « suspect » : il le « reconnaissait », en pleine nuit, à ses baskets blanches. Une chasse à l'homme s'ensuivit et selon la version du policier, seul témoin, et auteur de l'homicide, il aurait tiré, invoquant la légitime défense, parce que Yazid Naïli l'aurait menacé d'un couteau, dans un corps à corps.

Cette version n'a pas con-

vaincu la famille de Naïli qui a déposé plainte pour homicide volontaire, ni à ses camarades qui ont formé un « comité pour la vérité sur la mort de Yazid Naïli ».

Ills nient que Yazid Naïli était armé d'un couteau. Ils. dénoncent les pressions qui auraient été faites pour que le corps soit renvoyé le plus rapidement possible en Algérie. Ils dénoncent les difficultés que l'avocat aurait rencontrées pour obtenir une contreexpertise.

Pour briser le mur du silence, ils se sont adressés par tracts à la popluation.

Il est vrai que connaissant le racisme anti-immigrés et anti-jeunes de la police de Strasbourg, on ne peut qu'être sceptique sur ses affirmations d'aujourd'hui. Tout le monde se rappelle ici qu'à Strasbourg des immigrés avaient accusé des policiers de les avoir torturés, pendant toute une nuit, en octobre dernier.

Et samedi 19, c'est environ deux cent cinquante personnes dont une majorité de jeunes immigrés, qui ont manifesté leur indignation à l'appel du comité. Une bonne cinquantaine de flics, matraque en main, ont empêché les manifestants de se rendre à la préfecture comme ils en avaient l'intention. Les autorités avaient interdit à la manifestation de quitter la place Kléber, et c'est finalement seulement aux gens qui passaient par le centre de la ville que les manifestants ont pu montrer leur volonté de faire éclater la vérité.

Le comité a décidé de continuer son action. Il a envoyé une lettre ouverte à Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, et au ministre des Affaires étrangères algérien. Une conférence de presse est d'ores et déjà prévue pour le courant de la semaine.

Correspondant LO

lu avec intérêt...



Combat Ouvrier daté de same-

di 26 janvier, hebdomadaire trots-

kyste antillais, évoque les pro-

blèmes, dignes d'un autre âge,

posés aux habitants d'une petite

île voisine de la Guadeloupe, par

une panne d'électricité due à

l'imprévoyance des autorités co-

loniales françaises.

10

La panne d'électricité à Marie-Galante :

l'incurie

Galante est toujours privée d'électricité. A cette date, rappelonsle, le câble long de 27 km qui fournissait à l'île son énergie électrique cessa de fonctionner. Ce câble sous-marin, installé depuis 15 ans, qui part de Capesterre-Belle-Eau pour aboutir à Folle-Anse est aussi l'unique moyen par lequel l'île est alimentée, mis à part deux platits groupes électrogènes. Il a donc fallu en toute hâte expédier de Saint-Barthélémy, Martinique et Jarry, trois génés rateurs, pour tenter de parer au plus pressé. Mais en fait, tout cela est loin d'être au point, et la majorité de l'île reste plongée dans l'obscurité à partir de 18 heures jusqu'à l'aube. Ce n'est que périodiquement qu'un peu de courant passe notamment à Grand-Bourg, Saint-Louis étant la commune la plus affectée.

Etre privé de lumière est cer-

« Depuis le 5 janvier, Marie- tes pénible, mais n'est pas la seule conséquence de cette situation : les réfrigérateurs et congélateurs ne fonctionnant plus, il devient impossible de conserver des denrées périssables très longtemps; de plus l'alimentation en eau courante et potable est souvent interrompue, les pompes fonctionnant à l'électricité; enfin, les différentes entreprises de l'île se trouvent pratiquement bloquées, et en particulier l'usine à sucre ,dont l'importance est déterminante pour des milliers de personnes, ouvriers et petits planteurs. Si une solution n'est pas trouvée avant le début de la récolte, c'est l'ensemble de la population laborieuse qui en supportera les conséquences.

Aussi la colère est-elle le sentiment dominant dans une grande partie de la population.

A tel point que les élus de l'île, sentant la température monter, ont liod, lui-même, qui n'a guère coutume de venir à Marie-Galante, si ce n'est à la veille des élections, devait tenir une permanence pour recevoir ses électeurs.

Et l'on comprend la colère des Marie-Galantais, dont les conditions de vie semblent plusieurs années en arrière : outre qu'il faille s'éclairer à la bougie ou au

des autorités, Le député Guil- pétrole, la prétendue pénurie de gaz frappe en effet l'île davantage encore que la Guadeloupe, et c'est au charbon de bois que la plupart des gens se voient contraints de faire la cuisine. (...)

> Toute cette situation résulte en grande partie de l'incurie d'une administration coloniale qui ne consent à réaliser des équipements qu'avec parcimonie. (...) »

> > LUTTE OUVRIERE

Notre prochain dossier:

LA BELGIQUE EN CRISE

- La crise politique : les querelles entre partis flamands, wallons, bruxellois masquent les vrais problèmes.
- Les travailleurs de Belgique face à l'austérité.

immédiatement protesté auprès

dossier L'INDE

Le retour d'Indira Gandhi

les caciques continuent de régner

Est-ce que le retour d'Indira Gandhi signifie que la population indienne a plébiscité (351 sièges sur 525 à la Chambre des députés) les dirigeants déchus il y a trois ans et qu'elle l'a fait en connaissance de cause? En réalité non, parce qu'il n'y a pas de démocratie pour l'écrasante majorité de la population indienne, p a s plus au moment des élections que dans la vie quotidienne.

Dans les dernières élections qui ont porté Indira Gandhi au pouvoir, comme dans les précédentes, la population est bien trop asservie par les classes dirigeantes pour que le « jeu démocratique » soit autre chose qu'une manipulation des masses misérables. En réalité, ce sont les classes dirigeantes elles-mêmes qui, pour résoudre leurs problèmes internes, ont décidé de réintégrer Indira Gandhi dans ses fonctions, alors que les dissensions internes du dernier régime paraly-saient le fonctionnement gouvernemental.









Ceux qui laissent la place... et ceux qui la prennent, tous anciens membres des gouvernements Indira.

fille unique de Nebru. Indira Gandhi. Aussi leur al-

La fille unique de Nehru. celui qui fut le chef du Parti du Congrès et du gouvernement depuis l'indépendance en 1947, avait tout de même quelques atouts, dans le cadre très particulier de ce régime parlementaire à l'indienne : être à la fois une des personnalités les plus connues sur l'ensemble du pays et avoir des adversaires divisés, qui ne représentaient pas une autre politique que la sienne — d'ailleurs, la plupart ont participé dans le passé à son gouvernement. lls s'étaient regroupés à la hâte en 1977 dans le parti « Janata », avec pour seul programme : faire échec à

Indira Gandhi. Ausst leur alliance n'a-t-elle pas résisté à trois ans de pouvoir.

Cela lui a permis de prendre le pas sur eux et de regagner la confiance de tous ceux qui comptent aux Indes pour remporter une élection — les quelques milliers de privilégiés, grands propriétaires fonciers, industriels, membres des hautes castes qui occupent tous les postes importants de l'Etat au niveau régional et central — ceux-là mêmes qui l'ont lâchée en 1977, lui reprochant l'état d'urgence qu'elle avait décrété 21 mois plus tôt et au cours duquel elle avait fait mettre en prison de nombreuses person-

nalités politiques. Il faut croire qu'elle feur est apparue aujourd'hui comme le meilleur garant de leurs privilèges, car ce n'est certainement pas son programme politique flou, identique à celui de tous les gouvernements indiens depuis l'indépendance (et notamment le sien pendant 11 ans), qui lui a fait gagner ces élections. Pas plus que l'extraordinaire discrédit jeté sur elle un an plus tôt par ses ennemis politiques ne l'a empêchée cette fois de gagner. Pourtant, ils l'avaient dénoncée pour corruption, fraude électorale, et même

mise en prison.

Car, dans ce pays de plus de 600 millions d'habitants (le deuxième du monde après la Chine) où près de 80 pour cent de la population sont analphabètes et près de 50 % vivent constamment au bond de la famine, les institutions parlementaires ne font que décorer le sommet de cette société semi-féodale, enserrée dans un carcan de castes et de religions. Et l'opinion des paysans pauvres ou des habitants des bidonvilles n'a aucune chance, jamais, par le biais électoral, de se frayer un chemin jusqu'au

Srinagar CACHEMHE ET JAMMB HIMACHAL-PR. PENDJABA Chandigarh HARYANA NEW DELHI UTTAR PRADESH GUJARAT MADHYA PRADESH GUJARAT MADHYA PRADESH Calcutta Bengalore GRISSA OCC. BIRMANIE ANDHRA PRADESH D-U B-E-N-G-A-L-E Bengalore GMadras TAMIL NADU KÉRALA SRI-LANKA

Sous la protection de l'État

L'Union Indienne comprend 22 Etats qui ont chacun leur gouvernement et leur Parlement élu.

Le pouvoir central se charge de la défense et des relations extérieures, des communications dans le pays. Quant aux gouvernements locaux, ils jouissent d'une large autonomie.

Il n'est pas rare qu'ils s'opposent au gouvernement de New-Delhi, pour défendre leurs intérêts propres. Notamment dans l'Etat du Tamoul Nadu, le parti autonomiste au pouvoir revendique d'avoir toutes les prérogatives d'un véritable Etat.

Mais ces velléités d'indépendance n'ont plus cours dès qu'il y a des troubles sociaux, ce qui est fréquent. Le gouvernement central intervient alors pour maintenir l'ordre. Soit en envoyant en renfort la police fédérale, soit, si aucun gouvernement stable ne peut être formé, en prononçant la dissolution de l'Assemblée de l'Etat, et en l'administrant directement. Face à la révolte paysanne et à la vague de grèves au Bengale en 1967-1970, ce n'est qu'ainsi que la répression a pu être menée efficacement.

Et c'est un argument suffisant pour que malgré les fortes tendances séparatistes des Etats locaux, chacun en fin de compte préfère rester au sein de l'Union Indienne!

Un pays immense et divisé à l'infini...

Avec une superficie de 3 millions de km2, l'Inde est un pays plus grand que l'Europe. Elle compte actuellement 600 millions d'habitants, qui forment une véritable mosaïque de races, de langues, de religions.

Plus de 2.000 ans av-J-C, elle connaissait déjà une civilisation brillante. Elle a connu un certain nombre de grandes invasions et de conquêtes : celle des Aryens venus du Nord, au premier millénaire av-J-C, dont on retrouve la trace chez les peuples à peau claire du nord de l'Inde, la conquête musulmane à partir du VII° siècle. celle des Mongols ensuite... A l'heure actuelle, on retrouve dans le sud chez les Indiens à peau foncée, les descendants des premiers occupants, les Dravidiens, refoulés du nord

par les Aryens. Mais il subsiste aussi des tribus primitives encore plus anciennes, restes des premières populations préhistoriques.

Cette diversité de races va de pair avec la multiplicité des langues. L'Inde compte actuellement 14 langues officielles, mais il existe plus de 800 langues et dialectes qui s'écrivent dans 7 alphabets différents.

L'écrasante majorité de la population est de religion hindouiste (80 %). Mais il existe aussi une forte minorité de musulmans (50 millions), tandis que subsistent à côté des communautés religieuses comme les chrétiens, descendants des premiers colons portugais, les bouddhistes, ou d'autres sectes, qui à un moment de leur histoire sont venues chercher refuge en Inde (les Parsis, 2° millénaire av-J-C), ou des sectes dissidentes de grandes religions (sikhs, jaïns, etc.).

Les grandes religions, l'hindouisme, l'Islam, ont laissé subsister à côté d'elles une multitude d'autres qui forment des communautés extrêmement fermées avec chacune leurs traditions, leur culture, leurs mœurs, leur langue, leur manière de s'habiller et de manger. Là aussi, aucun mélange ne s'est produit; les mariages intercommunautés sont encore à l'heure ac. tuelle un fait rarissime. On trou ve ainsi le bouddhisme, toutes les variétés de christianisme, l'animisme, des sectes qui ont plus de 3.000 ans d'histoire,

Les conséquences de la politique coloniale du "diviser pour régner"

La Grande-Bretagne a été la première puissance à imposer un e administration, des lois communes à cette mosaïque de régions et de peuples qu'était l'Inde.

La colonisation britannique a légué aux nationalistes un Etat centralisé. L'anglais est la seule langue qui permette de se faire comprendre dans l'ensemble du pays — pour les hautes sphères, bien sûr —, et reste pour cette raison une langue officielle.

Mais si elle chapeautait tout, l'Administration coloniale a laissé intactes toutes les divisions et les oppositions qui existaient. Elle les a même carrément encouragées, suivant sa politique du « diviser pour régner ». Au départ des Anglais, il res-

tait ainsi plus de 600 royaumes, véritables fiefs féodaux, dont les maharajahs (les princes) avaient pour la plupart été installés et protégés par l'administration britannique.

Toute la politique des Anglais a été d'équilibrer les différentes forces en présence : ainsi, ils ont favorisé les brahmanes qui, depuis des siècles, étaient sous l'autorité des musulmans, ce qui ne manqua pas d'entraîner la jalousie des élites musulmanes; et d'un autre côté, ils favorisèrent le développement de la ligue pour la protection des intérêts musulmans contre ceux de la majorité hindoue! A l'indépendance, la situation était à la guerre civile entre les deux communautés...

Les Anglais en avaient pris le risque, car, aussi bien pour eux que pour l'aristocratie musulmane et hindoue, les oppositions religieuses étaient un moyen d'éviter ou de canaliser les explosions sociales possibles au moment de l'indépendan-

C'est ainsi que, de l'Empire des Indes anglais dans le sang et la guerre civile, sortirent deux Etats indépendants: le Pakistan, à majorité musulmane (duquel le Bangla-Desh se sépara en 1971), et l'Union Indienne, à majorité hindouiste. Trentetrois ans après, les relations entre les deux Etats continuent de se placer sous le signe de la rivalité, voire de l'hostilité.

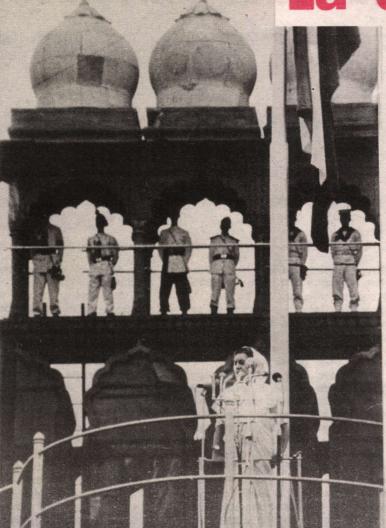
La dictature des

Les dirigeantsdu Congrès :une dynastie

Sauf les trois dernières années, c'est le Congrès National Indien ou une de ses fractions qui a été au pouvoir depuis l'indépendance. Créé en 1885, il est resté jusque dans les années 1920 un parti des brahmanes, d'intellectuels dont le seul objectif était d'obtenir plus de places et de postes dans l'administration anglaise. C'est en 1906 seulement que le Congrès revendiqua l'indépendance pour la première fois.

La situation change pendant la Première Guerre mondiale : certains secteurs économiques indiens, comme la métallurgie, voient leurs profits augmenter, car les pays capitalistes ont besoin de leur production. Fait significatif, la première campagne d'ampleur nationale organisée par Gandhi en 1922 a été pour le boycott des produits anglais, ce qui correspondait aux intérêts des industriels in diens. Le sentiment anticolonialiste prend de l'ampleur et le Congrès se retrouve à la tête de la lutte pour l'indépendance. Gandhi lui donne systématiquement un caractère religieux, « non-violent », afin d'éviter au maximum que la campagne ne débouche sur des revendications sociales. Gandhi, par exemple, recommande à ses partisans de prêter main-forte à la police anglaise contre la population chaque fois que les manifestations tournent à l'affronte-

Le Parti du Congrès est une immense machine. Depuis plus d'un demi-siècle, c'est la famille Nehru, qui appartient à l'aristocratie brahmane la plus élevée, qui la dirige. Encore à l'heure actuelle, avec Indira, c'est la famille qui truste les postes de direction. Le groupe officieux le plus important est dénommé le « Syndicat » : il représente la banque, la finance et l'industrie. C'est lui qui a choisi le successeur de Nehru, puis Indira Gandhi. On retrouve en son sein un membre du trust Birla, capitaliste du coton, qui possède les plus grandes filatures indiennes et qui a hébergé Gandhi pendant dix ans. On trouve aussi des maharajahs recyclés : le maharajah Narsinghgarh, vice-ministre du Pétrole et des Industries chimiques en 1970, le prince Karan Singh, maharajah du Cachemire et ex-ministre du Tourisme.



Le vote : une cérén

Les élections législatives où sont élus à la fois le Parlement central et les Parlements locaux, au suffrage universel, ne sont qu'une vaste manipulation de la population pauvre et illettrée par les couches dirigeantes.

Bien sûr, Mme Gandhi pendant sa campagne électorate visite, comme tous les autres candidats, des centaines de villages. Elle s'éclaire le visage avec une lampe quand elle voyage en voiture la nuit. Etre vue par des milliers de gens et être prise à l'occasion pour une sainte par des paysans crédules n'est certes pas négligeable!

Mais ce n'est pas cela qui décide des votes. Ceux qui en décident sont tous ces potentats locaux, membres des castes supérieures, propriétaires terriens, religieux, usuriers, tous ceux qui représentent la puissance auprès de ces paysans écrasés de misère, isolés dans leurs villages sans route ni électricité, sans radio ni journaux, et qui les enserrent dans un réseau de relations personnelles quasi-féodales; tous ceux qui ont le pouvoir de les affamer davantage, voire même de les battre ou de les tuer en toute impunité, s'ils se révoltent.

Dans ces conditions, le vote des paysans appartient au notable local, pour qui il représente souvent un moyen de marchander son influence auprès du pouvoir central et des autres pouvoirs locaux.

Le seul problème qui reste alors au moment du vote est que ces paysans illettrés aient le moyen matériel de reconnaître le candidat qu'on leur a indiqué. Ainsi, chaque parti a un symbole particulier : une échelle, un éléphant, une hutte, etc. Le Parti du Congrès, en choisissant l'image d'une paire de bœufs, joue sur la confusion avec l'image des vaches sacrées pour les Hindous. C'est un symbole bien

Une démocratie...

Avant l'indépendance, les nationalistes indiens prétendaient s'attaquer à la misère, ce que la domination anglaise empêchait. Mais dès qu'ils se sont retrouvés à la tête du pays, ces privilégiés des castes supérieures ont conservé toutes les an-



Il n'y a pas eu de réforme agraire... Les sociétés anglaises contrôlent 60 % de la superficie des plantations de thé.

ciennes structures sociales, craignant par-dessus tout d'être balayés par une immense révolte de la population dont le départ des Anglais marquerait le signal. Aussi, afin qu'il n'y ait nulle part de vacance du pouvoir, ils ont préféré obtenir le ralliement des 562 maharajahs, ces féodaux anachroniques mis en place et soutenus par les Anglais pour encadrer la population et dont les Etats indépendants représentaient la moitié du territoire de l'Union Indienne. Pendant que Nehru faisait des promesses aux foules affamées, son ministre de l'Intérieur, Patel, négociait avec chacun le montant de leur rente annuelle. Et quand il s'agissait de leur prêter main-forte pour venir à bout des rébellions paysannes qui risquaient de s'étendre sur l'Inde entière, Patel envoyait l'armée fédérale, comme dans le royaume de l'Hyderabad en septembre 1948.

Comment vaincre la misère,

dès lors que l'Etat entretient cette multitude de parasites dont les rentes personnelles pourraient faire vivre des milliers de paysans et qui ont des places réservées dans les gouvernements locaux?

Après l'indépendance, le problème crucial qui se posait était la redistribution des terres. Dans les milieux dirigeants, la réforme agraire faisait l'objet de débats interminables. Mais quand enfin un programme de réformes timides, qui prévoyait la suppression des grandes propriétés et leur indemnisation, fut décidé par le gouvernement Nehru en 1950, sa réalisation concrète ne fut jamais véritablement entreprise, bloquée par la plupart des membres du Congrès, eux-mêmes grands propriétaires terriens. Il a fallu des années pour qu'un petit nombre de terres soient rachetées par l'Etat puis vendues à crédit à la paysannerie moyenne.



Depuis l'indépendance, le régim sociale. La centrale thermique d capitalistes, tandis que la popul plus complet.

Il y a toujours eu des oppositions entre les diférentes fractions du Congrès, et particulièrement entre les hommes les plus traditionnalistes, souvent liés aux propriétaires fonciers, et ceux, comme Nehru et sa fille Indira Gandhi, ayant reçu une éducation à l'occidentale et souvent soutenus par certains industriels

Les Partis Communistes, une fraction de la bourgeoisie nationaliste

Le Parti Communiste Indien a été créé en 1925 par quelques intellectuels gagnés aux idées communistes par la Révolution russe. C'est durant cette période qu'il s'implante dans les grands centres industriels et urbains, Calcutta, Bombay, Kanpur, le « Manchester indien », parmi les paysans pauvres et les intouchables de la région de l'Uttar Pradesh, ainsi que dans le syndicat jusqu'alors dominé par les nationalistes, l'AITUC (All India Trade Union Congress).

Mais très vite, il suivit les

nombreux tournants de la politique stalinienne. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, au nom de la défense de l'URSS, il soutint les Britanniques, ce qui lui valut d'être complètement isolé au moment de l'indépendance.

I<u>l</u> s'aligna alors complètement derrière la bourgeoisie nationaliste. Il justifia et cautionna l'immobilisme des classes dirigeantes, les mesures anti-ouvrières qui avaient été prises au nom de la nation à construire.

Ainsi, depuis l'indépendan-

ce, la seule stratégie politique du PC indien est électorale. Et de fait, il ne représente que la fraction radicale des classes dirigeantes indiennes.

Si le PC a gardé son influence dans les Etats où il était traditionnellement implanté (Kérala, Bengale), les dirigeants sont tous issus des plus hautes castes, brahmanes en général.

Les comités de paysans pauvres et d'intouchables, qui regroupaient paraît-il 800.000 membres avant la guerre et qui avaient dirigé des occupations de terres, ont disparu petit à petit, tandis que l'influence des propriétaires terriens s'est faite de plus en plus forte.

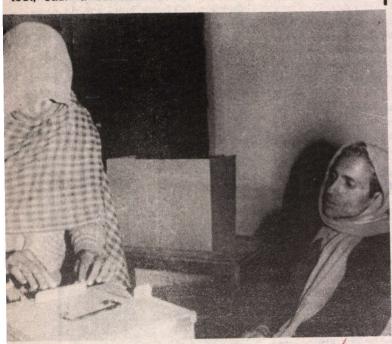
En 1964, la moitié des effectifs ont scissionné pour former le Parti Communiste Indien Marxiste (pro-chinois) qui vouiait mener une politique indépendante vis-à-vis du Congrès. Au Bengale, le PCIM arriva au pouvoir en 1967, dans le cadre d'un gouvernement d'union où étaient représentées toutes les tendances, sauf le Congrès. Il envoya la

classes possédantes

nonie d'allégeance

marquant, qui contribue à limiter les risques d'erreurs!

Alors, bien sûr, les apparences sont sauvegardées. Les résultats des candidats n'atteignent pas 90 ou 100 %, comme dans d'autres pays. Il n'empêche que l'élection d'Indira Gandhi par 43 % des 195 millions de votants, sur 360 millions d'inscrits et plus de 600 millions d'habitants, signifie tout, sauf la démocratie!



féodale



n'a entrepris aucune réforme Delhi alimente les usines des tion vit dans le dénuement le

et commerçants.

pouvoir, Indira Gandhi provoqua une scission dans le parti et tenta, par son gouvernement, d'imposer sans succès un certain nombre de mesures, comme l'abaissement du plafond de la propriété terrienne, la suppres-

En 1969, après trois ans de

police contre les paysans qui avaient commencé d'occuper les terres et, aux élections de 1970, s'il ne s'allia pas avec le Congrès, il s'allia avec le

Les Naxalistes, la fraction la plus radicale du PCIM, ont scissionné à leur tour en 1969 pour former le PCI Marxiste-Léniniste. Composé de jeunes intellectuels qui veulent « aller au peuple », il essaya de déclencher une guérilla paysanne parmi les tribus aborigènes du Bengale. Devant l'échec et la répression, ceux-ci revinrent à Calcutta, où ils se cantonnèrent dans les attentats terroristes. Mais là aussi, ils furent rapidement et très durement réprimés.

sion des pensions attribuées par l'Etat aux maharajahs, ou le contrôle du blé et du riz.

En 1975, Indira Gandhi avait réussi à s'aliéner un bon nombre de « barons » du Congrès. Elle essaya alors de s'imposer en déclarant l'état d'urgence et en mprisonnant ses adversaires politiques. Mais deux ans plus tard regroupés dans le « Janata », ceux-ci réussissaient à l'évincer aux élections de 1977, canalisant à leur profit le mécontentement de tous.

Cependant, pendant trois ans, ils ont mené exactement la même politique, c'est-à-dire le laisser-faire et l'immobilisme le plus complet en matière de mesures sociales. Et ce sera probablement aussi le fond de la politique du nouveau gouviernement

— Une guerre civile larvée

Ni le système des castes, ni la résignation religieuse ne suffisent à contenir 400 millions de pauvres. La sauvagerie des possédants fait partie du fonctionnement normal des choses.

Les « intouchables », la fraction la plus misérable des paysans, ont toujours subi la violence des privilégiés ou de leurs hommes de main, expulsés des sols qu'ils cultivent, quand ils ne sont pas massacrés. En 1973, d'après Raj Isar, dans l'Etat de Tamoul Nadu, 42 intouchables ont été brûlés vifs dans un village. Dans l'Etat du Maddhya Pradesh, de mars 1977 à juillet 1978, 105 d'entre eux ont été tués, 34 dans l'Etat de Bihar. Mais ces derniers chiffres, rendus publics en période pré-électorale parce qu'ils servaient le parti d'Indira Gandhi, sont certainement en-dessous de la réalité. Car qui va recenser exactement les faits et gestes des petits notables locaux?

Quand le gouvernement a déclaré supprimer les « libertés démocratiques », en décrétant l'état d'urgence en Juin 1975, il n'eut en réalité pas à supprimer grand-chose. Les pauvres n'ont jamais eu de libertés démocratiques. Les prisons étaient déjà pleines bien avant. Depuis 1972, on avait rouvert les camps de prisonniers au-trefois utilisés par les Britanniques, faute de place.

Lorsqu'il a à faire face à des révoltes sur des régions entières, l'Etat fait les choses en grand. La répression en Inde a toujours pris des gigantesques, proportions comme au Bengale, après la révolte des paysans de la région de Naxalbari en 1967; au Kérala où, en 1970, 50.000

personnes ont été arrêtées suite à des occupations de

Mais quotidiennement, les polices locales ou fédérales, l'armée, interviennent brutalement contre la population. Elles sont accoutumées à tirer sans hésiter; le moindre incident tourne en tuerie. Par exemple, lors d'une campagne de stérilisation, à Muzaffarnagar, la police investit le quartier musulman morts. A Hyderabad, 12 morts et 80 blessés lors d'une manifestation contre les mauvais traitements infligés à un couple par la pofice, le 3 avril. Au moins 8 morts à Madurai, lors d'une manifestation paysanne. Au moins 26 morts parmi les mineurs dans le Maddhya Pradesh.

Cela n'empêche pas les dirigeants indiens de discourir sur les traditions non-violentes de l'Inde ou les pré-



qui refusait la stérifisation, après qu'un homme fut mort des suites de l'opération : il y a 44 morts. A Delhi, la police intervient contre la population d'un quartier qui refuse d'être expulsée : elle fait 300 morts! Rien que pour le mois d'avril 1978, Le Monde relate : à Pantnagar (Uttar Pradesh), le 14 avril, « une dizaine de gendarmes tirent pendant 21 minutes continuellement » sur 1.200 grévistes de l'Institut Agronomique rassemblés : 150 à 200 tendus démocrates des pays occidentaux de faire semblant d'admirer la « plus grande démocratie du mon-

Il faut dire que, pour ces gens-là, il y a deux planètes : la leur, où on joue entre gens de bonne compagnie à la démocratie; et l'autre, obscure, où la mort d'un intouchable, illettré, dans un village perdu du pays, ou même de 10 ou 100 habitants d'un bidonville à Calcutta, ne compte pas.

Les castes : l'inégalité Institutionnalisee

Les classes dirigeantes indiennes ont gardé le système social ségrégationniste le plus rétrograde de la planète, qui leur permet toujours de diviser et d'isoler les millions de paysans pauvres. Il s'agit bien sûr du système des castes, de la religion hindoue, qui modèle la vie de la majorité des Indiens depuis 3.000 ans.

Tout ce système de castes est entièrement dirigé contre les pauvres. En quelque sorte, il s'agit d'un système rigide et institutionnalisé à l'extrême, qui permet de maintenir les pauvres à leur place et leur ôter tout espoir et même toute envie de sortir de leur situation.

Dans le régime qu'on nous dit « démocratique » et « parlementaire » indien, les hommes ne naissent pas « égaux en droits ». Bien au contraire. Tout homme naît dans une caste, dont il ne peut sortir : s'il est fils de charpentier, il sera charpentier, se mariera avec la fille d'un charpentier; il ne pourra prendre ses repas, vivre, aller à des fêtes, habiter qu'avec les membres de sa caste; au village, il ne pourra prendre de l'eau qu'au puits réservé à sa caste, sous peine d'amende, ou de « correction » ; il devra obéir à tous les membres des castes supérieures, et il votera pour le candidat de sa caste. En échange de quoi, il aura l'espoir, s'il s'est scrupuleusement tenu à sa place, de se réincarner dans le corps d'un membre d'une caste supérieure !

A l'origine, il y avait en principe quatre castes. Dans l'ordre hiérarchique : les brahmanes (prêtres), c'est-à-dire l'élite, les guerriers, les commerçants et les artisans. Et en-dessous, les hors-castes, dits les « intouchables », à qui depuis des millénaires sont dévolus les travaux considérés comme impurs, ramassage des ordures, équarrissage, balayage, etc. En fait, il y a à l'heure actuelle environ 5.000 castes et sous-

Les intouchables"

Les intouchables, qui sont actuellement près de cent millions, soit 14 % de la population (selon L'Express du 5 janvier 1980), restent les parias, rejetés au banc de la

L'Express donne quelques

exemples :

« Dans un des quatre villages du Bihar que j'ai visités, les intouchables m'ont dit qu'ils n'osaient aller au temple : ils seraient battus... Un député du Gujarat a constaté, l'an dernier, qu'une filature d'Ahmedabad refusait d'employer des intouchables dans son atelier de tissage : c'est qu'il faut parfois lécher le fil pour le nouer. »

A Kaïla, «le 9 décembre 1978, des voyous déchaînés par un propriétaire local avaient encerclé des hariians (intouchables) pour en décapiter deux, en abattre un troisième. » A Bajilpur, « ils s'étaient mis à quatre cents, trois semaines plus tôt, pour dévaster le village des harijans, qui réclamaient des terres, violer des femmes, brutaliser les hommes, écraser les récoltes, chasser le bé-

dossier L'INDE

L'enfer de la famine...

"Pour sortir de l'enfer de la famine"



Un faubourg de Bombay.

Un immense bidonville

La misère des campagnes pousse chaque année des milliers de paysans vers les villes. Calcutta, Bombay, Delhi, tous les grands centres urbains sont ceinturés par d'immenses bidonvilles où habitent près de 60 % de la population citadine. Elle constitue pour les petites et grandes entreprises indiennes une abondante réserve de maind'œuvre presque gratuite. Cependant, l'industrie n'est pas de taille à l'absorber tout entière, aussi le chômage est-il impressionnant : plus de la moitié des habitants des slums (les bidonvilles indiens) sont chômeurs ou semi-chômeurs.

La pauvreté est en ville plus impitoyable que dans les campagnes, car tout s'y achète et se vend, et les pauvres sont la proie permanente de racketteurs : le moindre robinet d'eau, le moindre mêtre carré de trottoir doivent se payer!

Un héritage de la colonisation anglaise

Pendant plus d'un siècle les Anglais, forts de leur avance technique et économique, ont saigné à blanc les pays de l'Inde.

Les trésors mongols ont été rapatriés par bateaux entiers vers l'Angleterre.

Les paysans ont été pressurés, condamnés à s'endetter à vie auprès de l'usurier pour payer l'impôt, forcés de cultiver des produits exportables tels que le thé, le café, le coton, au détriment des cultures vivrières. Pendant l'ère coloniale, la situation de la paysannerie s'est considérablement aggravée.

Mais les Anglais n'ont pas seulement désorganisé l'agriculture vivrière au profit de monocultures d'exportation. Ils ont en fait ruiné l'économie indienne. Au XVIIII* siècle, l'Inde avait atteint un degré élevé de développement pré-industriel et fabriquait des produits manufacturés, non seulement pour sa propre consommation, mais aussi pour l'exportation. L'Angleterre a imposé sa propre industrie textile par des lois, par la force et par le jeu de la concurrence.

L'artisan indien qui n'a pu résister, réduit au chômage et à la misère, s'en est retourné à la campagne grossir le nombre de paysans sans terre.

En Inde, environ 250 millions de personnes n'ont pas le minimum physiologique assuré (évalué à 2.250 calories pour l'Inde). Dans ce pays où près de 70 % de la population vivent à la campagne, cela représente près de 35 % de la population rurale et 50 % de la population urbaine. Dans les villes la situation est particulièrement dramatique, car les 10 % les plus pauvres des villes ont un niveau bien inférieur encore aux 10 % les plus pauvres des campagnes. Il y a aussi plus de 70 % d'analphabètes.

Mais les chiffres ne rendent pas la réalité sociale. L'Inde est un pays où les pauwres sont les plus pauvres du monde et où la plus insolente des richesses côtoie la plus abjecte des pauwretés. Un pays qui compte des millions d'hommes et d'enfants handicapés, malades, aveugles, des millions de gens vivant dans des conditions indescriptibles, entassés dans les bidonvilles les plus sordides du monde.

C'est à cette effroyable pauvreté, en partie héritée de la colonisation anglaise, que les nouveaux dirigeants de l'Inde, qui ont succédé aux Anglais au moment de l'indépendance en 1947, étaient censés mettre fin. Cependant, en trente ans, peu

de choses ont été faites. Les chiffres globaux de la production nationale indienne peuvent donner l'illusion d'un certain développement économique. Mais en réalité 50 millions de personnes à peine, sur les 600 millions que compte l'Inde, participent à cette économie « moderne », dont des millions de salariés, dont la paye équivaut à quelque 100 F par mois. Pour les 550 millions restant, c'est une pauvreté encore pire, qui ne cesse de s'accroître d'année en année. Le nombre de paysans sans terre et sans travail a augmenté dans les campagnes, ainsi que le nombre de chômeurs dans

La paysannerie toujours plus pauvre

Au moment de l'indépendance, la Constitution consacre la propriété privée et seuls quelques puissants propriétaires (zamindars) sont expulsés... et largement indemnisés par le gouvernement. Mais leurs terres sont revendues aux paysans qui ont de l'argent. Il en est de même pour toutes les mesures prises par le gouvernement.

Ainsi, dans l'Inde d'aujourd'hui, 4 % des agriculteurs détiennent à eux seuls le tiers des terres cultivables, tandis que plus de 50 % en détiennent à eux tous moins d'un dixième, avec en moyenne 2,5 hectares de terre pour toute une famille. C'est dire qu'aucune réforme agraire, aucune mesure officielle n'est venue changer la situation de la terre.

Deux fois depuis l'indépendance, le travail gratuit a été officiellement aboli : à l'heure actuelle, il resterait 5 millions de ces travailleurs asservis, considérés par les propriétaires — selon les propriétaires d'un rapport officiel — comme des « animaux humains, de véritables buffles »!

Cependant, la pénurie de produits agricoles et les risques de grande famine généralisée sont tels que le gouvernement, dans les années 1965-1967, sous la pression des Américains, principaux fournisseurs de l'aide alimentaire accordée à l'Inde chaque année, s'est lancé dans une politique de développement de la production agricole.

Avec l'aide de la Banque Mondiale et des experts de l'ONU, il a favorisé l'investissement dans la terre. Certains paysans ont alors fait des travaux d'irrigation, utilisé des engrais, des semences améliorées, acheté un équipement agricole. Comme les années qui ont suivi cette période ont été celles de bonnes récoltes, il est apparu que cette « révolution verte » (comme l'a baptisée triomphalement le gouvernement) avait donné des résultats positifs et permis d'augmenter la production de blé. Mais ces investissements n'ont eu lieu que dans certaines régions, les plus riches, les mieux irriguées, et sur les terres des paysans



Un puits traditionnel dans l'Etat de Bihar.

qui ont les moyens d'investir. Quant aux tout petits paysans qui cultivent du riz (la nourriture de base de la population), ils étaient trop pauvres pour bénéficier du crédit — on ne prête qu'aux riches — et leur terre est trop petite pour utiliser avec efficacité les tracteurs.

Par contre, depuis cette « révolution verte », la terre attire les spéculateurs. Elle devient plus rare et plus chère. De nombreux petits paysans sont contraints de vendre leur lopin de terre au profit des paysans moyens.

...Pour en sortir, seule la révolution...

Il ne manque pas de « démocrates », de journalistes et d'experts pour se pencher gravement sur le sort des pauvres en Inde et, surtout, en souligner le danger : les risques d'explosion sociale. Et en effet, seule une révolution sociale contre les classes possédantes, pour leur prendre toutes leurs richesses, pour prendre la terre et la donner à ceux qui la travaillent, pourra sortir les masses indiennes de leur misère. Il n'y a pas d'autre moyen de sortir de cet enfer de la famine autrement qu'en balayant toutes les couches parasites et toutes les structures

moyenâgeuses de l'Inde.

Car l'Inde n'est pas un pays pauvre : c'est un pays riche, aux terres parmi les plus fertiles du monde. La pauvreté n'y a rien de naturel. Elle est le fruit d'une immense oppression sociale, vieille de plusieurs siècles, du pillage et de l'introduction d'un capitalisme sauvage, où l'exploitation ne connaît pas de timite, venue se surajouter à des structures féodales, et qui a fini de ruiner le pays.

Depuis l'indépendance, la paupérisation, l'exode rural n'ont fait que s'accroître : les riches se sont enrichis, et les pauvres ont été réduits aux bidonvilles et à la mort lente. Les inégalités sociales n'ont fait que s'accroître. Ni la prétendue aide internationale, ni la réduction de la natalité, menée cyniquement par les dirigeants, ne sont des solutions pour l'Inde.

Ces mesures, au mieux totalement inefficaces, au pire barbares et répressives, ne visent qu'à maintenir les opprimés indiens dans leur condition de parias.

Et les possédants ne s'y trompent pas. Maigré le poids écrasant de l'oppression, des castes et de la résignation, la population indienne n'a pas cessé de se

révolter sporadiquement. Ils ont répondu par la mitraille, en envoyant périodiquement l'armée sévir aux quatre coins de l'Inde.

En fait, si l'on compare l'Inde à la Chine, on voit qu'il n'y a même pas eu en Inde le début d'une révolution démocratique-bourgeoise qui en Chine a abouti à donner la terre aux paysans, à supprimer les vestiges du féodalisme, à instaurer des rapports plus égalitaires à la campagne et à donner une subsistance minimum à l'ensemble de la population.

Les classes dirigeantes indiennes ont bien trop peur des masses déshéritées pour mettre en œuvre la moindre réforme, pour supprimer la moindre parcelle de tout le fatras d'arriération du pays.

Pour mettre fin à leur oppression, la paysannerie et la classe ouvrière indiennes n'ont pas d'autre voie que de prendre en main leur sort et de faire la révolution. La paysannerie a besoin de l'appui de son alliée naturelle, la classe ouvrière des villes, la seule classe capable de mener la révolution sociale jusqu'au bout, de réaliser la réforme agraire et de débarrasser à jamais l'Inde de l'exploitation.

QUI SONT-ILS ?

Michel Rocard

Michel Rocard est né en 1930 dans une famille d'intellectuels protestants. C'était un bon élève et il suit la filière : l'Institut National des Sciences Politiques, puis l'Ecole Nationale d'Administration, la fameuse « ENA » (il est le camarade de promotion de Chirac et, au moins au début de leur carrière politique et en dehors des débats publics, les deux hommes se tutoyaient). Puis il devient inspecteur des finances.

• De la SFIO... au PSU...

Entre-temps, Rocard adhère à la SFIO en 1950. Il a des ambitions. En 1953, il devient secrétaire de la Fédération de s Etudiants Socialistes. Mais cela ne lui suffit pas.

Et en 1958 il quitte la SFIO avec quelques vieux politiciens du parti qui estiment que celui-ci s'est trop discrédité en prenant, avec Guy Mollet, la responsabilité d'étendre la guerre d'Algérie, puis en se ralliant à De Gaulle. Ils fondent le PSA (Parti Socialiste Autonome) qui, deux ans plus tard, sera partie prenante dans la création du PSU.

Tout en conspuant le gaullisme dans la presse du PSU (où il écrit sous le pseudonyme de Georges Servet), Rocard poursuit sa carrière d'inspecteur des finances. En 1965 son ministre (un certain Valéry Giscard d'Estaing) le nomme secrétaire de la Commission des comptes et budgets économiques de la nation. La même année, Rocard est de ceux qui obtiennent le soutien du PSU à la candidature de Mitterrand aux élections présidentielles. En juin 1967, il est élu secrétaire national du PSU — qui reste un tout petit parti, pas à la hauteur des ambitions de Rocard.

Mai 1968 fait gonfler les effectifs du PSU. Le rêve de Rocard, la transformation du PSU en un grand Parti Socialiste qui prendrait la relève de la vieille SFIO, va-t-il enfin se réaliser? Aux élections présidentielles de 1969, Rocard obtient 820 000 voix. Cela lui laissera une réputation de « gauchiste »... et un certain optimisme. Et, en mai 1970, Rocand affirme encore dans un éditorial de l'hebdomadaire du PSU, Tribune Socialiste: « Le PSU est aujourd'hui capable d'enlever sa base populaire à la stratégie centriste du Parti Socialiste ». Il est vrai qu'à une élection partielle, il a été élu député.

Puis du PSU... au Parti Socialiste

Seulement, bientôt Mitterrand prend Rocard de vitesse en lançant avec succès le nou-

veau Parti Socialiste. Rocard reconnaît son échec : « Le PS a incontestablement réussi à prendre option sur cette couche de militants syndicaux ouvriers, syndicalistes paysans, animateurs de quartiers, associations familiales, etc., dont nous pensions qu'ils avaient vocation de nous rejoindre », déclare-t-il à **Té-**moignage Chrétien en mai

Il en tire les leçons. Un grand parti est préférable à un petit.

Dans un autre numéro du même journal, il écrit : « Si le PS fait des choix nets pour le socialisme autogestionnaire, nous saurons en tirer les conséquences. On sait être courageux, au PSU ». Et « courageusement », Rocard démissionne de ses responsabilités à la direction du PSU afin d'avoir les mains plus libres. Le 4 avril 1974, il écrit dans Tribune Socialiste que, si la politique d'unité de la gauche « est une capacité à confronter les divergences, à passer les compromis nécessaires (...), alors nous sommes prêts ». Tellement prêts que Rocard, sans attendre la décision de son parti, collabore à l'organisation de la campagne de Mitterrand pour les élections présidentielles. Déjà, les journalistes le présentent comme le futur ministre des Finances de Mitterrand. Lorsqu'en décembre 1974 Rocard rejoint le PS, il ne fait que consacrer un état de fait.

Rocard a la mémoire courte...

Au Parti Socialiste, Rocard trouve une place toute prête dans l'équipe de Mitterrand : élu au Bureau exécutif et au Comité directeur dès son arrivée, il devient secrétaire national moins d'un an plus tard. Son passé lui a permis de rentrer au Parti Socialiste par la grande porte. Mais maintenant, il tient à en finir avec une image de marque encombrante : « Nous (le PS), nous ne sommes pas des brûleurs de vaisseaux (...) ni des lanceurs de pavés », déclare-t-il sur RTL, le 8 octobre 1975. Et, dans une certaine mesure, il y parvient. Et quelle meilleure consécration peut-il espérer que celle que lui décerne un participant à une réunion de jeunes patrons en mai 1977 : « Vous êtes le plus à droite des hommes de gauche », lui dit-on. Il est vrai que Rocard vient de se déclarer partisan de porter le SMIC à 2000 F, 200 F de moins que ce que réclament les syndicats. Il a tout fait pour cela, y compris changé son all'ure physique et, par des détails d'habillement, de coiffure et de langage, il est passé du personnage de fonctionnaire consciencieux et modeste, roulant toujours dans sa vieille

404, à celui de cadre dynamique et dans le vent.

C'est que Rocard veut se créer une image de marque. Tout en restant avec Mitterrand, il passe de son aile gauche à son aile droite. « Il ne faut pas créer dans l'opinion des illusions trompeuses », s'exclame-t-il à la fête du journal l'Unité à Limoges, en juin 1977. Et pour faire oublier son passé gauchiste, il met les bouchées doubles. Pendant la campagne électorale, il s'oppose à ce que Mitterrand adopte la revendication du SMIC à 2400 F. Et au soir du deuxième tour des élections législatives, il tire le bilan : le Parti Socialiste paie le prix de son sulvisme à l'égard du Parti Communiste, en particulier sur le terrain des déclare-t-il au Nouvel Observateur, le PS devra se donner « la possibilité de parler clair pour notre compte, quitte à faire les compromis nécessaires à l'union, lors des négociations plutôt qu'avant ».

...et les dents longues

Il n'y aura pas de gouvernement Mitterand et donc pas de ministère des Finances pour Rocard. Mais cela ne met pas fin pour autant à ses ambitions. Le 15 janvier 1979, à l'émission « Cartes sur table », Rocard déclare sans ambages qu'il brigue l'investiture du Parti Socialiste pour les élections présidentielles de 1981. Ce n'est plus les seconds rôles au sein du PS qu'il va brinationalisations. Dorénavant, guer, mais directement le pre-

Dès lors, Rocard pousse son avantage face à Mitterrand, lui faisant porter la responsabilité de l'échec électoral. « On ne peut plus revenir à la situation de 1972 », dit-il à propos de l'Union de la gauche, et il se déclare partisan d'une certaine ouverture vers le centre. Auprès des membres du Parti Socialiste, il cherche à se forger l'image d'un homme nouveau. C'est lui qui attribue à l'équipe Mitterrand « un certain archaïsme politique », expression qui fera fortune. Oh, bien sûr, il est parfois difficile de distinguer les positions de Rocard de celles de la tendance Mitterrand. Mais qu'importe. Le prola rampe de lancement pour les présidentielles de 1981... ou celles d'après.

Et, sondage après sondage, la cote de Rocard remonte, rattrape et dépasse celle de Mitternand. Au sein du PS, la tendance Rocard s'assure 20,4 % des mandats au congrès du PS en avril 1979.

Sera-t-il candidat ou pas? Sera-t-il président ou pas? Ces questions doivent sûrement le préoccuper beaucoup... et préoccuper Mitterrand autant que lui.

Mais, au-delà du déplaisir que peut en éprouver Mitterrand, Rocard est bien utile au PS. Grâce à lui, ce parti a désormais deux fers au feu : l'un marqué par l'Union de la gauche; l'autre marqué... plus à droite!





Defferre, Mitterrand, Rocard... un bon trio.

15

Dans notre courrier

A propos des contrôles médicaux d'entreprise, on nous écrit :

« Une expérience que j'ai vécue à la suite d'un congémaladie intéressera, je pense, vos lecteurs.

Mon médecin généraliste m'avait donné un arrêt de travail de trente jours avec l'accord du psychiatre qui me suit tous les huit jours depuis six mois. La Sécurité sociale avait accepté sans problème; mais le médecin de contrôle de mon entreprise (SNCF) a jugé que je jouais la comédie et que le congé n'était pas « justifié », et exigeait donc de ma part une reprise immédiate à mi-temps. Mes deux

médecins ont refusé catégoriquement cette décision et maintenu leur ordonnance d'un arrêt de trente jours. On a failli passer par un expert pour statuer... Finalement, après un mois et demi de situation irrégulière et instable, le médecin d'entreprise a accepté cet arrêt et même une prolonga-

C'est ce qui s'appelle la bêtise administrative : faire des problèmes pendant des jours pour finalement en revenir à la décision première. »

Villeneuve_Saint-Georges,

Loyers en folie

ETUPES (région de Montbéliard) : Les locataires en ont assez

A Etupes, dans l'agglomération de Sochaux-Montbéliard, les locataires des blocs appartenant à la société L'Union, en ont assez de subir le racket organisé par cette société immobilière, au sein de laquelle siègent des hommes dits de gauche.

Face à l'augmentation brusque des loyers et charges du premier semestre 1980, qui placent ces blocs parmi les plus chers et les plus mal entretenus de la région, des réunions de l'association des locataires ont rassemblé jusqu'à une centaine de personnes. Nous avons décidé d'appeler l'ensemble des résidents à suspendre le paiement des charges.

Le mécontentement s'accumule depuis longtemps : manque d'entretien et dégradation rapide des

immeubles, absence d'espaces verts pour lesquels il faut pourtant payer des charges, réclamations qui restent toujours ignorées par la société, menace de diminuer sérieusement l'allocation-logement à certaines familles nombreuses pour cause de surpeuplement des appartements alors que rien de plus grand n'a pu leur être proposé, chauffage insuffisant des appartements mal

La nouvelle hausse n'a fait qu'augmenter notre colère. Dans le passé, déjà, nous avons montré plusieurs fois à l'Union que nous ne sommes pas décidés à nous laisser tondre comme des

Correspondant LO

Toujours les transports

Si les cheminots s'y mettent aussi

Dans une circulaire destinée aux agents SNCF de la région Paris-Nord, le directeur adjoint s'indigne de l'attitude de certains cheminots à l'égard des contrôles des titres de transport.

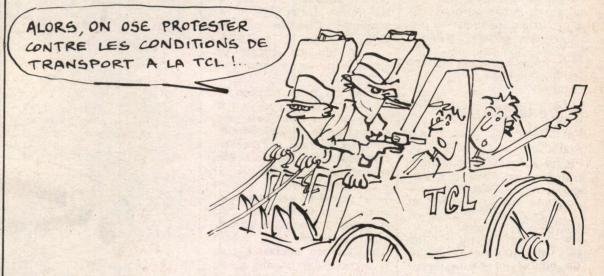
« Ces contrôles nécessaires, écrit-il, entraînent parfois de la part de voyageurs une incompréhension. Celle-ci est encore ac-

centuée par le comportement de certains cheminots de tous grades qui refusent devant les voyageurs de montrer aux agents de contrôle leur carte de circulation, et même parfois prennent ouvertement position devant les voyageurs contre les agents de contrôle ».

Que voilà une bonne chose! Pourquoi les cheminots de-

vraient-ils se comporter différemment des usagers devant ces contrôles inutiles et souvent vexatoires? Parce que la valeur de l'exemple doit être une notion essentielle du comportement des agents de la SNCF, poursuit le directeur adjoint. Soit. Alors, qu'il aille lui-même contrôler les titres de transport dans les trains et sur les quais!

A Lyon, on ne nous transporte pas on nous roule



Les tarifs des TOL viennent d'augmenter d'environ 15 %. Le ticket passe à 3,50 F et la carte mensuelle de 90 à 100 F.

D'ores et déjà, on peut être

sûr que cela ne servira pas à améliorer les conditions de transport et à augmenter le nombre de bus aux heures de pointe... Les TOL préfèrent investir dans

les contrôleurs cow-boys qui envahissent bus et métro toute la journée au cas où on volerait les TCL. Il est vrai qu'à ce prix-là, il y a de quoi être tenté!

A Elbeuf, stationnement sélectif

La municipalité d'Elbeuf a mis en place des zones bleues. Cela, c'est bien évident, ne règlera en rien le problème du stationnement en ville. Seulement la solution adoptée par la mairie d'El-

beuf est de faire une sélection par l'argent. Peu importe qu'Elbeuf soit une ville essentiellement ouvrière. Si les ouvriers n'ont pas les moyens de payer les

amendes inévitables, ils n'auront qu'à aller se garer ailleurs. Le pavé restera donc à ceux qui ont les moyens ou des relations bien

Dans les lycées

LYCEE TECHNIQUE DIDEROT (Paris-19') :

Les grévistes imposent une vraie journée portes ouvertes

Chaque année, l'administration du lycée organise pour le prestige une journée portes ouvertes. Mais, cette année, depuis le 22 janvier, le lycée était en grève contre le manque de sécurité dans les ateliers.

Et le jour dit, nous étions environ 150 grévistes devant le lycée. Mais en fait de portes ouvertes, elles étaient plutôt closes : un comité d'accueil musclé composé de membres de l'administration et de quelques enseignants prétendait interdire l'entrée du lycée aux élèves. Ces « gros bras » se sont mis à sept pour coincer un de nos camarade dans l'entrebâillement du lourd portail du lycée, tandis qu'un parent d'élève particulièrement hystérique lui cognait la tête contre le montant de la porte. Devant l'indignation de tous ceux, élèves, parents d'élèves et enseignants, qui assistaient à la scène, ils ont fini par nous laisser entrer.

Du coup, les parents d'élèves

présents, indignés par l'attitude de l'administration, voulaient tout voir, y compris les atellers vétustes, fermés à clé, y compris les salles de classes qu'on ne lycée, y compris les réduits où

sont entreposés des produits dangereux dans des conditions de sécurité douteuses...

Bref, une vraie journée portes

Correspondant LO

Les lycées de Metz contre la carte scolaire

Depuis le début de la semaine, ça bouge dans les lycées de

Lycéens et profs sont entrés en lutte contre les projets de « carte scolaire », annoncés par le Rectorat. Celui-ci, en effet, pour rentabiliser au maximum les classes et supprimer des postes l'an prochain, voudrait spécialiser chaque établissement en regroupant les scientifiques au lycée Fabert, les littéraires à Georges Delatour, et les sections techniques et économiques à Schumann.

Mardi matin, tandis que tout le monde s'était retrouvé devant le lycée Georges Delatour, la directrice fit boucler toutes les portes. Les assiégeants criaient « Libérez nos camarades! » et quelques élèves téméraires, sautaient par les fenêtres!

Puis le cortège de plusieurs centaines de lycéens s'ébrania dans les rues de Metz, malgré la pluie battante. L'ambiance était bonne, on n'avait pas vu cela depuis 1973!

Correspondant LO

dans les entreprises...

TROIS SUISSES (Flers):

Ras le bol des mauvaises conditions de travai

La semaine dernière, plusieurs débrayages ont eu lieu au Prélèvement pour protester contre le mauvais état du sol, l'impossibilité de quitter les balancelles (la chaîne), les pauses trop courtes et la hargne des chefs.

Mais la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est la menace de mutations, voire de licenciements, pour les ouvrières qui ne font pas la production demandée.

Le jeudi 24 janvier après-midi. avec en plus les employés du Stock et de l'Emballage, c'est à près de 150 que nous avons coincé dans un couloir le cadre responsable de Flers pour lui demander des comptes. Ce monsieur n'était, paraît-il, pas au courant de nos problèmes. Aussi,

nous lui avons transmis nos revendications par écrit et décidé de deux débrayages d'une heure pour le lendemain, en attendant la réponse de la direction.

Celle-ci, pour diviser le mouvement, nous a proposé des réunions par service, une par jour, du lundi au jeudi, pour discuter des conditions de travail.

Mais au Prélèvement, excédés par les pressions et les menaces des chefs contre les grévistes, nous avons continué à débrayer trois heures, de 9 h à 12 h.

Pour l'instant, les réunions avec la direction n'ont rien donné. Mais nous n'avons pas encore dit notre dernier mot.

Correspondant LO

L'impôt sur les indemnités journalières maladie : un racket de plus

Mauvaise surprise dans les boîtes à lettres pour tous ceux d'entre nous qui ont été malades en 1979 : un mot de la Sécurité sociale précisant que nous devrons faire figurer sur nos déclarations d'impôts les indemnités journalières maladie reçues de la Sécurité sociale.

Car cette année ces indemnités journalières seront imposables; car le gouvernement, à l'affût de tout, a trouvé ce nouveau biais pour augmenter encore nos impôts.

Cela ne lui suffisait pas d'avoir augmenté en août les cotisations d'assurance maladie des salariés. Cela ne lui suffisait pas de contraindre les retraités à cotiser et d'obliger les chômeurs à contracter une assurance volontaire coûteuse au bout d'un an de chômage. Cela ne lui suffisait pas de limiter en même temps les taux de remboursement de certains frais médicaux ou, c'est le comble, de prétendre obliger les mutuelles, pour lesquelles on cotise spécialement, à ne plus rembourser à 100 % le ticket modérateur.

Il faut que maintenant l'Etat nous vole une partie de nos indemnités journalières de maladie, indemnités qui proviennent pourtant déjà de nos propres cotisations!

Et le gouvernement ne se donne même pas la peine

de justifier la chose. Comme d'habitude, Barre et Barrot nous ressortent pêlemêle la crise, le trou dans les caisses de la Sécurité sociale, une chasse nécessaire, prétendent-ils, aux tricheurs qui profiteraient de l'assurance maladie.

Allons-donc! Les tricheurs, ce sont ceux qui s'enrichissent et le gouvernement qui les aide.

Et l'argent qu'on veut nous soutirer ainsi, pourrait-il au moins servir au bien public? Va-t-il servir par exemple à construire des hôpitaux? Eh bien non! Les hôpitaux, le gouvernement n'a paraît-il pas d'argent pour en construire. Il fait même supporter à la Sécurité sociale une partie des charges hospitalières qu'il devrait lui-même financer; et c'est une des principales causes des difficultés financières de cet organisme. L'argent de nos impôts ne sert pas pour les hôpitaux, les écoles ; il sert à financer les industries d'armement, le programme nucléaire, il sert à aider les patrons qui pleurent misè-

Car c'est à cela que sont destinés nos impôts sur le revenu, qui constituent la plus grande partie des impôts directs, puisque les sociétés capitalistes sont gratifiées d'exonérations, de subventions, etc., et ne payent presque jamais d'impôts.

Au moment où cette no-

te de la Sécurité sociale nous parvenait, le gouvernement présentait l'indice officiel de la hausse des prix pour 1979, qui serait de 11,5 %. C'est déjà un indice truqué, inférieur à la réalité. Mais le ministère du Travail devait quand même reconnaître que les revenus des ouvriers n'avaient progressé que de 7,4 % à 11,2 %, selon la situation familiale et la région. Nous n'avions pas eu besoin de statistiques pour savoir que nos salaires ne suivent pas les prix.

Pourtant, de l'argent, il y en a qui ne se cache même pas. On parle de ruée sur l'or et les diamants, voire sur les fourrures ou les appartements luxueux. Les riches de ce monde ne savent plus que faire de leur argent. Il faut bien que ces gens-là se soient enrichis au détriment de quelqu'un, c'est-à-dire des salariés. Eh bien, qu'ils paient, eux, mais pas nous.

Alors, pour le moment, déchirons ces papiers sans rien en faire et, à l'avenir, préparons-nous à montrer au gouvernement qu'il ne pourra pas éternellement s'en prendre à nous - au profit des riches qui bouffent de l'or - sans encourir notre colère. Colère qui ne se limitera pas à crier quelques slogans, mais qui pourrait bien casser toute leur baraque.

Editorial des bulletins d'entreprise - 28-01-1980

Le coin des oublis

Barre n'a pas pensé à tout. Il a bien pensé à supprimer l'indemnité de chômage et l'assurance-maladie pour les chômeurs après un an. Il a bien pensé à imposer les indemnités journalières de la Sécurité sociale. Il n'a pas oublié non plus les retraités.

Mais en cherchant bien, on peut encore trouver. En effet les gratifications qui sont versées pour les médailles du travail ne sont toujours pas imposables. Ni les sommes débloquées au titre de la « participation » dans les entreprises. Ni les indemnités de licenciement...

Mais, tel qu'on le connaît, Barre va bien s'en rappeler un jour!

On travaille pour l'État...

Ce sont les impôts indirects qui constituent les plus grosses recettes de l'Etat.

Avec la majoration des taxes sur la TV, le tabac, l'alcool, et d'une manière générale de tous les prix, la fraction de nos salaires qui part sous forme d'impôts indirects devient de plus en plus lour-

Ces impôts touchent soi-di-

sant indistinctement tout le monde. Et c'est bien là le pire. Car, pour les simples salariés, c'est entre 14 et 17 % des salaires qui disparaissent

En moyenne, nous travaillons près de deux mois par an gratuitement pour payer les seuls impôts indirects. Comme au temps des cor-

Une flambée de l'essence bien calculée



se par litre de super : vollà ce que le gouvernement nous avait réservé pour la nouvelle année. Moins d'un mois plus tard, il vient d'annoncer son intention d'augmenter l'essence à nouveau de cinq centimes en février.

Le prétexte invoqué est toujours le même. Quatre nouveaux pays producteurs ayant décidé de relever leurs tarifs à la suite de l'Arabie Saoudite, le gouvernement est bien décidé à faire payer ce qu'il appelle la « facture pétrolière » aux seuls consommateurs, et en plus à prélever au passage son propre pourcentage. Car à chaque nouvelle hausse des prix du pétrole brut, le gouvernement rajoute sa propre augmentation. En janvier, il a rajouté ainsi, d'après les calculs de l'Humanité, 6,5 cen-

Dix-neuf centimes de haus- times de taxes supplémentaires, qui ne vont absolument pas dans la poche des pays producteurs, mais dans la sienne.

> Bien loin d'être dissuasif à l'égard des hausses, le gouvernement non seulement donne l'exemple, mais il se sert à pleines mains et nous rackette tant qu'il peut. Et il ne s'en cache pas : la vie doit être chère. Les hausses de carburants entraîneront une fois de plus une flambée des autres prix, afin que les possédants puissent continuer à tirer des bénéfices de leurs affaires et de la crise. Car ils en vivent. Et que leur importe la course de plus en plus rapide de l'inflation, les risques qu'elle entretient, et l'aggravation des conditions de vie pour la population!

Exonération pour les riches

Bien sûr, des petits malins comme Chaban-Delmas se font prendre, de temps à autre, à payer très peu d'impôts, voire à toucher des impôts au lieu d'en payer. Mais on pourrait quand même croire que c'est l'exception et que les riches, les patrons, les grandes sociétés, paient leur quotepart, même si ce qui serait pour d'autres d'énormes sommes à débourser, n'est pour eux que des bagatelles.

Eh bien non! La vie ouvrière spéciale-impôts rappelle que 60 % des sociétés ne payent strictement aucun im-

C'est simple : il suffit qu'elles déclarent n'avoir fait au-

cun bénéfice. Alors elles ne s'en privent pas et ne manquent pas d'arguments juridiques pour prouver, malgré leurs richesses qui s'accumulent, qu'elles ne gagnent rien. Allez donc expliquer, vous, à votre percepteur, que vous ne faites aucun bénéfice et qu'il ne vous reste rien à la fin du

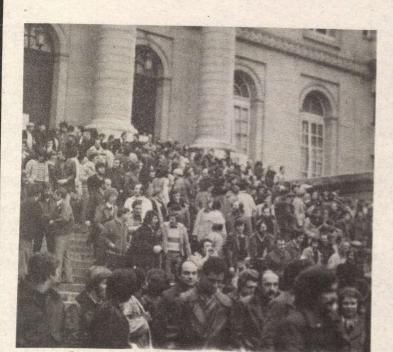
Impôts en hausse pour les pauvres

Ce sont les simples salariés qui fournissent la plus grosse part des impôts sur le revenu.

En 1974, plus de 60 % des recettes totales de l'impôt sur le revenu provenaient de contribuables petits et moyens. Mais cette part s'est accrue sans cesse. En dix ans, d'après La vie ouvrière, elle a augmenté de 352 %, alors que les impôts des sociétés n'ont augmenté que de 193 %.

Et ce ne sont pas seulement les sommes payées, mais aussi le nombre de familles concernées par l'impôt qui augmentent. Elles étaient 11 millions à être imposables en 1970, et déjà 14,5 millions en 1976, plus encore aujourd'hui. Sont-elles devenues plus riches pour autant? Non, mais les impôts atteignent maintenant les plus pauvres. Et, l'inflation aidant, il n'y a pas de raison que cela cesse. Ce ne sont pas les relèvements des minimums imposables et des tranches les plus basses, consentis finalement par le gouvernement en novembre, qui renverseront la vapeur. Ils n'atteignent même pas l'indice des augmentations des prix INSEE!

Les patrons traînent en justice des militants ouvriers, les travailleurs peuvent les faire reculer



Sur les marches du Palais de Justice, le 25 janvier : les ouvriers de la RATP sont venus massivement apporter leur soutien à leurs camarades de Choisy.

RATP

Une riposte efficace aux agressions de la direction

Depuis plus de deux mois, les travailleurs des ateliers RATP de Choisy, qui révisent des rames de métro, sont en lutte contre la direction qui voudrait leur imposer de nouvelles cadences.

Les temps alloués aux différentes opérations ont été établis en 1973. Mais la direction a décidé de les revoir, prétextant que les travailleurs, connaissant bien leur travail, pourraient travailler plus vite. Elle envisage de revoir ces temps tous les 4 ans.

Les travailleurs de Choisy, après deux journées de grève, décidaient, eux, de réduire d'office le travail. Dans un premier temps, la direction proposa une augmentation de

la prime de rendement de 100 francs, contre l'acceptation des temps. Mais, devant le refus des travailleurs, elle menaça et fit savoir que les payes seraient réduites de moitlé. La réaction des travailleurs ne se fit pas attendre : ils décidèrent de bloquer les voies d'accès aux ateliers, empêchant l'entrée et la sortle des trains en révision.

Le jeudi 24, la direction assigna 4 délégués syndicaux devant le juge des référés, pour atteinte à la liberté du travail. Mal lui en pris. Le lendemain, plusieurs milliers de travailleurs des services ouvriers de la RATP allèrent ap-

porter leur soutien à leurs camarades de Choisy. Une bonne partie se retrouvèrent l'après-midi au Palais de Justice pour soutenir les délégués. Le président du tribunal suspendit alors l'exécution de l'expulsion et demanda à la direction de négocier.

La direction refuse toujours de revenir sur les temps alloués et menace maintenant de faire intervenir les CRS pour faire évacuer les voies. Mais à l'heure où nous écrivons, elle n'a pas encore osé mettre sa menace à exécution. L'occupation des voies des ateliers de Choisy continue.

Correspondant LO

TRAILOR-LUNEVILLE

La direction veut faire payer les jours de grève... par le syndicat!

Vendredi 25 janvier, la majorité des travailleurs de Trailor ont débrayé pour se rendre en manifestation au tribunal d'instance de Lunéville, où se déroulait le procès contre la CGT intenté au nom de 259 salariés pour réclamer à ce syndicat le paiement des salaires perdus lors de la grève de juin dernier.

C'est la nouvelle direction de l'usine qui est derrière cette plainte.

Cette direction n'a toujours

pas digéré la grève de juin dernier, qui avait bloqué toute l'usine. Elle avait alors envoyé les CRS pour expulser les grévistes, mais à peine 200 salariés sur 1.400 au total étaient rentrés sous la protection des CRS. Et en décembre la direction faisait circuler par l'intermédiaire de la maîtrise des «bons pour pouvoir », afin qu'un avocat puisse réclamer à la CGT le paiement des jours de grève. Des chefs, qui ont, eux, touché leur salaire lors de la grève, prenaient à part des nongrévistes ou des travailleurs
qui n'avaient guère participé
à la lutte et leur disaient :
«Si tu veux être payé, signe
cette feuille ». Résultat : 259
salariés signèrent. Mais un
bon nombre furent tout surpris
d'apprendre que l'avocat à
qui ils avaient donné pouvoir
attaquait la CGT en justice.
Les chefs ne leur avaient pas
dit cela. D'ailleurs, sur les
259, une centaine retirèrent

leur plainte par la suite. Vendredi, il y avait donc du



Les grévistes devant Trailor en juin dernier.

monde au tribunal. L'avocat du patron a fait éclater de rire toute la sal·le lorsque, très sérieusement, il déclara qu'il ne voyait pas pourquoi l'on parlait tout le temps de la direction de Trailor, qui n'était pour rien dans cette affaire!
Pourtant, n'est-ce pas elle qui

a payé les frais de dépôt des plaintes ?

Tout le monde pense que la CGT devrait gagner le procès. D'autant que d'autres non-grévistes désirent retirer leur plainte.

Correspondant LO

Riposte au racisme à Renault-Cléon

A Renault-Cléon, depuis des années, un chef gardien responsable de P4 (entrée principale de l'usine) se distingue par son attitude méprisante et arrogante envers les travailleurs. Il se croit tout permis et ne se prive pas de dire à qui veut l'entendre que, de toute façon, il est intouchable; car il serait au courant de certaines magouilles de la direction.

Vrai ou pas, il a déjà un solide palmarès à son actif. A la suite de la grève de 1978, il provoqua un travailleur, ce qui entraîna le licenciement de celui-ci. Auparavant, il aurait matraqué un autre travailleur dans les couloirs du vestiaire!

L'incident qui s'est produit le jeudi 17 janvier a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Ce jourlà, cinq travailleurs se trouvaient à P4 avant l'heure de fin de poste. Le chef gardien les interpelle. Quatre d'entre eux rentrent dans le poste de gardiennage, sauf un, d'origine algérienne. Le chef dit alors à un autre gardien : « Va me chercher le bougnoule ». Quand ce travailleur arrive dans le poste, le chef gardien prend son miroir et, lui collant près du visage, lui crie : « Regarde une gueule de bougnoule ». A la suite de cet incident, la direction a mis des avertissements aux cinq travailleurs!

Le mardi 22, un tract syndical appela à une assemblée des travailleurs des chaînes de montage et des ateliers environnants. Un débrayage eut lieu le lendemain. Ce jour-là, nous étions 400. Nous sommes allés rendre visite à la direction qui n'a rien répondu, si ce n'est qu'elle fera une enquête.

Mais les travailleurs qui ont débrayé ont déjà remporté une première victoire : on n'a pas revu le gardien à P4. Le bruit court qu'il aurait été mis au repos!

Sacilor a encore tué

A Sacilor, mardi dernier, un chef d'équipe du train à palplanches a eu la tête broyée entre un wagon et un électroaimant. Il avait 52 ans et devait bientôt partir en pré-retraite.

Comme il n'y avait pas de locomotive pour tirer un wagon chargé de paliplanches, il fut obligé de le faire tirer par un pont, manœuvre très dangereuse interdite par le règlement. L'élingue qui reliait le pont roulant à l'électro-aimant partit dans un mouvement de ballancier et lui écrasa la tête.

Voillà où mènent les réductions de personnel. Au train à palplanches, il y avait 1 200 ouvriers en juillet; il n'y en a plus que 700, les cadences s'accélèrent et les accidents n'arrêtent plus à Sacilor.

Les milices patronales à l'œuvre

Deux agents de la Caisse Régionale d'Ile-de-France ont été licenciés, parce qu'on les accusait d'avoir voulu voler un classeur, une ramette de papier et un classeur offert gratuitement à la clientèle.

Révoltés par une telle sanction pour des faits minimes, ils ont décidé de faire une grève de la faim sur place.

Dimanche dernier, la direction a loué une équipe de gros bras pour les éjecter par la force. Les deux agents ont été roués de coups, ainsi que les militants

syndicaux qui étaient présents. L'un des deux s'est retrouvé à l'hôpital. Quant à l'autre, on l'a forcé à monter dans sa propre voiture, un des nervis de la direction a pris le volant et l'a ramené chez lui!

Laisser passer sans réagir ce type d'agression, c'est permettre à toute milice patronale de faire la loi sur nos lieux de travail.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CNCA Paris).

DOUBLE SCANDALE CHEZ GEVELOT

L'ex-P-DG faisait de la perruque

Le groupe Gévelot (spécialisé dans les munitions - de chasse et militaires -, les armes et les explosifs) vient d'avoir les honneurs de la presse, non parce qu'il licencie en ce moment, mais parce qu'il est impliqué dans une affaire de contrebande d'armes. Quatre personnes ont été inculpées de « vente d'armes illicite » : deux cadres de sa filiale SFM, un intermédiaire entre la SFM et l'ambassade de Somalie qui achetait armes et munitions, et l'ancien P-DG de SFM, Nouaille, qui avait démissionné la semaine précédente.

C'est en septembre 1978, à l'aéroport de Londres, que des ouvriers qui chargeaient du matériel agricole ont fait une drôle de découverte. Une caisse, en tombant, s'est ouverte : en guise de matériel agricole, elle contenait 500 fusils mitrailleurs.

Qui se cachait derrière ce trafic? De fil en aiguille — mais il a fallu tout de même deux ans pour remonter la filière — on découvrit que l'opération était réglée par la SFM, une filiale du groupe Gévelot.

Le trust Gévelot a donc trempé dans la combine. Par l'intermédiaire de sa filiale, il a fourni à la Somalie, en guerre avec l'Ethiopie, des armes fabriquées au Portugal, alors que depuis deux ans un embargo sur la livraison d'armes à la Somalie avait été décrété par le gouvernement français.

L'ancien P-DG de Gévelot, Burnel (qui vient lui aussi de démissionner), s'est indigné : « Je ne connais pas ce marché. S'il a été passé par Gévelot, c'est a mon insu... Je ne suis au courant de rien ». Même cinéma du côté de Blochman, le nouveau P-DG.

Chez Gévelot, on cherche à

tout mettre sur le dos de la SFM, la brebis galeuse. Pourtant, la filiale créée pour regrouper tout le secteur armement et munitions du trust a commencé à fonctionner en juillet 1978. Or le marché avec la Somalie a été conclu quatre mois plus tôt, en mars 1978.

Et puis, si la SFM est si différente de Gévelot, pourquoi les cartouches qu'elle fabrique portent-elles la marque Gévelot ? Pourquoi le papier à en-tête et les fiches de paie portent-elles la même adresse, celle du siège Gévelot à

Les réactions à l'usine SFM d'Issy-les-Moulineaux

Jeudi 24 la nouvelle tombe : le P-DG de SFM a été ar. rêté pour trafic d'armes! La nouvelle se répand comme une traînée de poudre. Dans tous les ateliers, les commentaires vont bon train : « Ce sont des gangsters » ; « C'est une maffia » ou encore : « Ce sont ces salauds qui nous dirigent » ; « Ils trafiquent, font de la contrebande, gagnent des millions et, lorsque bon leur semble, déclarent l'entreprise en faillite et nous mettent à la porte ».

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. La direction Gévelot vient de déclarer sa filiale, la SFM, en « cessation de paiement », et licencie.

Le trust prospère... mais licencie les travailleurs



Dans le cadre de sa restructuration, le groupe Gévelot a regroupé son activité armement et chasse en créant la SFM. Depuis deux ans, cela va de mal en pis dans cette filiale. Depuis sa création, les licenciements n'ont pas cessé. La semaine dernière, une centaine ont été décidés. La SFM accuse un trou financier de plusieurs milliards; elle ne peut plus payer ses fournisseurs et ses employés. Le 10 janvier, le tribunal de commerce de Paris nomme un administrateur judiciaire à sa tête. Deux solutions sont possibles : soit un plan de redressement, accompagné de licenciements massifs, soit la liquidation totale des biens, c'està-dire la fermeture totale de l'usine.

Comme dans l'affaire du trafic d'armes, la création de SFM semble bien arranger les affaires du groupe Gévelot. Il a créé la SFM il y a deux ans et, comme par hasard, on s'apercoit maintenant que tout ce qui était rentable est passé du côté Gevelot, jusqu'à la presque-totalité des terrains. situés au cœur d'une zone résidentielle d'Issy-les-Moulineaux, aux portes de Paris, et qui sont propriétés Gévelot. par l'intermédiaire d'une de

ses sociétés immobilières, la SIFA.

Le groupe Gévelot prospère. Le nouveau journal de janvier 1980 rapporte que le chiffre d'affaires de Gévelot a progressé de 15,4 % en 1978. que son bénéfice de 5,1 millions en 1977 est passé à 8,8 millions en 1978. Pourtant, il liquide à bon compte un secteur qu'il juge insuffisamment rentable. Si la SFM est soidisant en train de couler, c'est parce que le trust Gévelot en a décidé ainsi dans sa restructuration. Grâce à un artifice juridique, ses profits ne sont pas touchés. Ce sont les travailleurs qui trinquent.

ALSTHOM-BELFORT

Les élections de délégués du personnel

Ces élections se sont déroulées le 24 janvier. Elles avaient été repoussées à cause de la grève. La participation a été plus importante que les années précédentes, surtout dans le deuxième collège, celui des mensuels, où traditionnellement le nombre de voix ne dépasse que très légèrement le quorum.

Bien que la CGT ait dirigé la grève de bout en bout, elle perd 4 % dans le collège ouvrier, au profit de la CFDT et de FO (animée par un militant de l'OCI). Dans le collège des mensuels la CGT reste stable, malgré tous ses efforts pour plaire aux cadres et défendre la technique Alsthom.

C'est la CGC qui fait une percée importante, au détriment de la CFDT jusqu'alors majoritaire

majoritaire.

Depuis plusieurs années, la

CGT baisse régulièrement.

Mais cette année, elle paie certainement pour quelquesunes de ses attitudes qui pendant la grève ont déplu aux grévistes actifs: par exemple, en appeler à la police au moment de l'explosion du

TGV et inventer un « complot ».

D'autre part, la CGT a refusé de présenter sur ses listes du deuxième collège un militant qui avait défendu durant la grève d'autres conceptions de la lutte que celle de ceux qui dirigent le syndicat. 131 travailleurs mensuels ont signé une pétition adressée au syndicat UFICT-CGT demandant que ce camarade soit présenté. Une dizaine d'entre eux ont diffusé un tract dénonçant les méthodes antidémocratiques de la CGT. Les responsables syndicaux étaient plutôt gênés dans leurs explications, quand ils affirmaient que ce militant avait été écarté démocratiquement, après consultation des syndiqués. En réalité, les dirigeants du syndicat ont refusé de présenter un travailleur qui a affirmé que la lutte devait être l'affaire de tous les travailleurs, et pas seulement celle des responsables syndicaux. Dans le bureau de vote de ce camarade, la CGT perd

moment de	Levbiogio	i da pius	ue 5 70.	
PREMIER COLLEGE : 15 sièges			DEUXIEME COLLEGE : 7 sièges	
Inscr 4.749 (— 193 par rapport à 1978)				
	Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
CFDT	50,4 % (-4 %) 8 sièges 36,3 % (+5 %) 5 sièges 12,9 % (+3 %)	51,28 % (— 3,8 %) 8 sièges 35,6 % (+ 5 %) 5 sièges 12,7 % (+ 2,4 %)	25,03 % (+ 0,15 %) 2 sièges 40,31 % (— 10,3 %) 3 sièges 5,74 %	25 % (— 0,2 %) 2 sièges 40,5 % (— 7,5 %) 3 sièges
CGC	2 sièges	2 sièges	28,92 % (+ 14,7 %) 2 sièges	31,9 % (+ 18 %) 2 sièges

ECHOS... ECHOS...

Sécurité... Priorité

CON-COURS

J'AI LE REGRET DE VOUS INFORMER QUE LE CONCOURS SUR L'ABSENCE DE RISQUES D'ACCIDENTS EST ANNULE...



RPI est une usine dangereuse. Cela, tout le monde le sait, et on pourrait penser que le rôle d'un service de sécurité, de son ingénieur, est de diminuer les risques d'accidents. Mais qu'a trouvé celui-ci? Il va jouer les Guy Lux. Il organise un concours. Ça rapportera moins gros que le loto et ça sera nettement plus difficile, mais ça coûtera encore moins cher à la direction.

Chaque atelier, pour l'année 1980, devra atteindre un certain nombre d'heures de travail sans accident. Il y aura un jour de congé supplémentaire pour les heureux gagnants. S'il nous suffisait de choisir entre un jour de repos et un accident, il y aurait longtemps qu'il n'y aurait plus

d'accident. Osera-t-on aller demander leur point de vue sur la question à nos camarades acci-

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RPI Grand-Quevilly.)

TECHNIQUE POUR LES MACHINES... PAS POUR LES HOMMES

A la GV, la semaine dernière, un travailleur a eu le pied écrasé lors de la remontée des trappes d'essai de train d'atterrissage. Cela ne devrait pas être possible. On ne vient pas au travail pour s'estropier. Mais, sur ces trappes, il n'existe aucune sécurité pour les manœuvres. La technique, Air France connaît très bien... mais pour ses avions; pour les hommes, c'est autre chose. Et puis. sortir une note de service sur la bonne utilisation des matériels, comme c'est l'habitude après un accident, c'est tellement plus facile et sans doute plus à la portée d'un chef de département qui n'a pas peur des dangers... qu'il fait courir aux autres.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Air France, Orly Nord.)

réédition

"La tragédie de la révolution chinoise"

d'Harold ISAACS

Les Editions Gallimard viennent de rééditer le livre de Harold Isaacs, La tragédie de la révolution chinoise. La révolution dont il est question dans cet ouvrage n'est pas celle qui porta Mao au pouvoir en 1949. Il s'agit de la révolution de 1925-1927, dépeinte également dans les romans de Malraux, Les conquérants et La condition humaine.

Harold Isaacs était en Chine à cette époque. Et son livre, paru pour la première fois en 1938, avait alors été préfacé par Trotsky. C'est non seulement un travail documenté d'historien, mais aussi une explication de ce que fut cette révolution, du rôle qu'y joua la classe ouvrière, ainsi que des raisons qui la menèrent à l'échec et au massacre.

Dans une Chine essentiellement rurale, la classe ouvrière se développa et s'organisa rapidement au lendemain de la Première Guerre mondiale. Et très vite elle joua un rôle de premier plan dans la vie politique de la Chine. Dans un pays entièrement dominé par les puissances coloniales, alors qu'on assistait à une montée sans précédent d'un mouvement d'émancipation nationale, c'est elle qui se porta à la tête de la lutte, marchant sur les pas de la récente Révolution russe.

La situation devint explosive avec la grande grève commencée en mai 1925 et qui allait durer 16 mois. Les ouvriers en armes, organisés en milices et en piquets de grève, paralysèrent toutes les activités anglaises et boycottèrent jusqu'au ravitaillement des colons dans les trois plus grands ports, Changhaï, Canton et Hong-Kong.

Cette nouvelle situation révolutionnaire, huit ans après Octobre 1917 et après les échecs de toutes les autres révolutions en Europe, suscitait beaucoup d'espoir pour le mouvement ouvrier mondial et pour l'avenir de la Révolution russe elle-même, restée isolée.

Mais ces espoirs allaient être trahis. Isaacs montre, en suivant pas à pas les événements, comment la politique de l'Internationale Communiste, déjà entièrement aux mains de la bureaucratie stalinienne, fut irresponsable et criminelle. Le Parti Communiste Chinols, créé en 1920 et peu expérimenté, suivit les consignes d'un Staline et de l'Internationale, en qui il mettait toute sa confiance.

Mais pour Staline, la première étape de la révolution devait se faire avec et sous les ordres du Kuomintang, le parti de la bourgeoisie nationaliste, et les communistes devaient accepter de n'être que des « coolies », comme le disait le conseiller soviétique Borodine, en renonçant à toute critique et à toute existence autonome. Cette politique, que n'ont cessé de dénoncer Trotsky et l'Opposition de Gauche en URSS, n'allait pas tarder à livrer la classe ouvrière et ses militants, pieds et poings liés, à leurs ennemis de classe et leurs bourreaux. Tchang-Kaïchek utilisa les communistes tant qu'ils lui furent indispensables. Mais quand il se sentit assez fort, il se retourna brutalement contre ses alliés communistes et contre les ouvriers, qui furent massacrés par dizaines de milliers.

Ce fut pour la classe ouvrière chinoise une terrible défaite. Ecrasée, désorganisée, elle resta complètement absente de la scène politique dans les décennies suivantes. Quant aux rares survivants du Parti Comuniste, dont Mao, ils abandonnèrent les villes et reconstituèrent peu à peu un Parti Communiste en marge de la classe ouvrière, sur la base d'un programme étranger aux intérêts de celle-ci; un parti qui n'avait plus de communiste que le nom.

Ce livre, s'il relate des événements anciens, reste donc un instrument indispensable pour qui veut comprendre non seulement la révolution chinoise de 1925-1927 et le rôle contre-révolutionaire mené par la bureaucratie stalinienne, mais aussi l'évolution ultérieure de la Chine.

La tragédie de la révolution chinoise d'Harold Isaacs - Ed. Gallimard - NRF - 446 p. -106 F environ.



Changaï 1927 : les piquets de grève se sont constitués en milices. Les louvriers contrôlent la ville et vont l'offrir à Tchang Kaï-chek.

"Vivre dans la rue à Paris au 18° siècle "

de Arlette FARGE

Arlette Farge, chercheuse au CNRS, étant persuadée que la rue a une grande importance dans la vie du petit peuple parisien au XVIII* siècle, a essayé de retrouver ce qu'étaient les rues populeuses et comment les vieux, les mendiants, les sans-travail, les gagne-deniers, les porteurs d'eau, les vendeurs à la sauvette, les ouvriers, y vivaient, y dormaient parfois, y mangeaient ou y mouraient.

Pour faire revivre ce qu'étaient les rues à cette époque, Arlette Farge présente des extraits de journaux, d'écrivains du XVIII° siècle et des rapports de police.

A travers les plaintes de femmes contre leur mari, de piétons contre des cochers, d'apprentis contre leurs patrons ou de particuliers contre des commissaires, on peut se faire une idée des conflits qui existaient et des haines qui se développaient.

Cela fait, pour ceux que le sujet intéresse, un livre vivant, dont le mérite essentiel est d'avoir rassemblée une abondante documentation, car les commentaires de l'auteur manquent parfois de simplicité.

Joëlle GERARD

Vivre dans la rue à Paris au XVIII siècle d'Arlette Farge - Coll. Archives (Gallimard).

"Louis XIII"

de Pierre CHEVALLIER

Ce livre, écrit par un professeur d'histoire de l'université de Paris, est avant tout l'histoire personnelle, détaillée par le menu, de ce roi assez mal connu, éclipsé, par son conseiller, le cardinal de Richelieu, par le prestige de son père, Henri IV, et par le règne fastueux de son fils, Louis XIV.

Qui veut connaître à fond les

multiples intrigues de cour, les luttes de la monarchie contre les protestants, la mise au pas des nobles et toute l'histoire diplomatique avec les royaumes voisins, agrémentées de considérations de l'auteur sur la nécessité de la « grandeur » du royaume de France, sera bien servi.

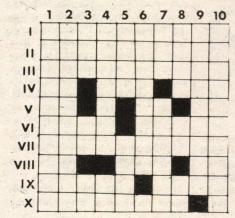
L'auteur a dressé un répertoire

exhaustif des mille petits faits de la vie privée et publique de Louis XIII. Cela peut tenter quelques fervents d'érudition, mais n'éclaire pas sur l'époque.

Une lecture bien fastidieuse!

Cécile HOGAN

Louis XIII de Pierre Chevallier
Ed. Fayard - 650 pages - Environ



HORIZONTALEMENT. — I. Ce n'est pas toujours l'Amérique. — II. Déviation. — III. Ils partagent le terrain à bâtir. — IV. Pronom du dialogue - Lettre grecque - III vaut mieux en avoir une bonne à la naissance. — V. Saint inversé - En sire - Du matin. — VI. Fleuve de Léningrad - Signe utilisé en espagnol. — VII. Accusation contre quelqu'un. — VIII. Réfléchi - Utilisa à l'envers - Phonétiquement : désherber. — IX. Préfixe de la mémoire - Ecossaise. — X. Serre le cou.

VERTICALEMENT. — 1. Il n'en voit pas la couleur. — 2. Ecroulement. — 3. Démonstratif - Le contraire d'une contravention - Bout du RER. — 4. Guenille Dans la bouche du propriétaire. — 5 Unit Europe et Asie - Suceur de sang. — 6. Fenêtre qui s'ouvre par en haut. — 7. Saison - Ensemble des règles religieuses. — 8. Se sauver en sens inverse - Mesure chinoise - Note. — 9. Manient la muleta. — 10. Planter de graines.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT



"Les ombres sur la peau"

de Jennifer JOHNSTON

Ce roman est une chronique sur la vie en Irlande du Nord, à Derry, dans les années 1970. Jennifer Johnston décrit avec humour l'Irlande, mais ne se sent pas engagée dans le combat qui oppose la minorité catholique et l'armée britannique d'occupation et ses alliés protestants.

Et si une morale se dégageait, ce serait plutôt celle véhiculée par le mouvement des femmes pour la paix, qui déferla en 1976 en Irlande du Nord. D'ailleurs, le livre a été écrit pendant cette période où, pour toutes ces femmes, il s'agissait de faire la paix, n'importe quelle paix.

Le héros du roman, le jeune Joe, qui a 13 ans, essaye de fuir l'âpreté du monde dans lequel il vit en composant des poèmes et en courant après l'amour.

La famille de Joe, comme la grande majorité des habitants de Derry, est catholique et vit dans la misère. Elle en a assez de sa situation, mais aussi de vivre sous l'état de guerre, avec le quadrillage de l'armée, les attentats quoti-

diens, les tireurs embusqués, les émeutes hebdomadaires, où ce sont les jeunes principalement qui affrontent la troupe.

Ce court roman se lit d'une traite. Et il faut le prendre comme il est : un témoignage de ce que peut être la vie au quotidien d'une famille catholique d'Irlande du Nord, avec les misères et les espoirs de chacun.

Paul SOREL
Les ombres sur la peau de
Jennifer Johnston - Ed. Denoël
- Environ 40 F.



En août 1979, des jeunes triandais assaitient les blindés de l'armée britannique.

Les héroïques "

de Guy LAGORCE

Qu'y a-t-il derrière une médaille d'or, un championnat du monde?

Les treize nouvelles contenues dans ce livre mettent en scène de façon romancée à chaque fois un champion d'une spécialité différente. Elles veulent montrer qu'au niveau de la très haute compétition le sport se transforme en une véritable jungle : il faut gagner à tout prix. Pour les champions que Guy Lagorce, par ailleurs journaliste au Figaro, nous montre, le concurrent est un ennemi. On le connaît. On s'est déjà mesuré à lui ou on a suivi ses progrès. On connaît ses points forts, ses faiblesses. On calcule tout au millimètre, au centième de seconde.

On parle beaucoup de dépassement de soi pour le sport. Mais, à côté de la volonté des champions d'aller au bout de leurs possibilités, il y a bien des choses beaucoup moins nobles en jeu : la gloire, et puis surtout le chauvinisme de nation ou de clocher, l'ambition des présidents de club ou de fédération, des entraîneurs, les maffias, les querelles de clan. les coteries.

Dans cette guerre perpétuelle,

le champion est une machine à courir, à frapper, à sauter ou à pédaler, prise dans un engrenage où toutes les combines, tous les coups, même les plus bas, sont permis. Et, même quand la lutte est honnête, la haine, qui semble nécessaire à la victoire, laisse un goût d'amertume.

Malheureusement, on sent que l'auteur ne peut s'empêcher d'admirer les champions et ceux qu'ils préfèrent sont ceux qui sont purs, durs, froids, calculateurs, distants. C'est souvent désagréable.

Mais ce que nous montrent Les héroïques correspond certainement à la réalité du sport d'élite d'aujourd'hui. Cela est confirmé par les faits divers qui émaillent régulièrement l'actualité sportive : dopage, scandales financiers, brutalités, et qui ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Guy Lagorce, lui, décrit cette partie cachée. Et il le fait de façon captivante, en montrant ses héros à un moment décisif de leur carrière, avec leurs soucis d'êtres humains.

Claude CHARVET

Les héroïques de Guy Lagorce - Ed. Julliard - 220 p. - Environ 35 F.

"Passe-temps"

de Claude KLOTZ

Claude Klotz, également connu sous le nom de Patrick Cauvin, auteur de E = MC 2, mon amour, vient de publier Passetemps, un livre composé de nouvelles.

La plus longue est le récit de la vieillesse heureuse de quatre grand-mères un peu fantasques et de leur copain, un «rocker» de 75 ans, chevauchant Kawasaki et portant blouson.

Refusant de vivre leur « troisième âge » en se résignant à la solitude, Emilie, Jéromette, Eglantine et Adeline, 300 ans à elles

quatre, « montent un coup » pour passer un séjour aux Bermudes, et se paient du bon temps.

L'auteur écorche au passage les attitudes de mépris et de pitié intéressée dont tant de femmes âgées sont l'objet de la part de leur entourage et de la société.

L'intérêt faiblit un peu au fil des pages, malgré un style alerte. Mais on rit souvent — et pas au dépens des grand-mères!

Frédéric FERRIERES
Passe-temps de Claude KlotzEd. Lattès - 240 p. - 45 F envi-

-Sélection télé-

Samedi 2 février

TF1 - 20 h 30 - Show Johnny Hatliday - Enregistré au cours de son dernier spectacle au Pavillon de Paris.

TF1 - 21 h 30 - Anna Karénine - Téléfilm britannique en dix épisodes. Une bonne adaptation du roman de Léon Tolstoï qui vaut le coup d'être vue.

ANTENNE 2 - 20 h 35 - La nuit des Césars. Chaque année on y remet les distinctions aux films que cette institution juge les meilleurs. Notons que Le pullover rouge n'a pas été pré-sélectionné.

FR3 - 20 h 30 - Rigoletto. Un sondage du Monde de la musique signale que les amateurs d'opéra réclament de l'opéra à la télé. Voilà de quoi les contenter avec cet opéra très populaire de Verdi.

Dimanche 3 février

ANTENNE 2 - Film : Les aventures d'Arsène Lupin de Jacques Becker (1956), avec Robert Lamoureux. Un film qui plaira plus aux supporteurs de Jacques Becker (Casque d'or, Touchez pas au grisbi) qu'aux admirateurs du gentleman-cambrioleur.

ANTENNE 2 - 22 h 10 - Concert.
L'orchestre national de France,
sous la direction de Lorin Maazel, interprète L'apprenti sorcier
de Paul Dukas, Prélude à l'aprèsmidi d'un faune de Claude Debussy et une pièce d'Albert Roussin.

FR3 - La Création de Haydn. Un très bel oratorio avec l'excellent orchestre de Lille, dirigé par Jean-Claude Casadesus. Ça devrait être réussi.

FR3 - 18 h 15 - Théâtre : Georges Dandin. Une pièce des moins connues de Molière mais avec l'excellent Robert Hirsch.

FR3 - 22 h 35 - Film : Le testament du Docteur Mabuse de Fritz Lang. La suite du cycle de Lang. Tourné en 1932, un dernier appel contre la venue du nazisme au pouvoir.

Lundi 4 février

TF1 - Film : La minute de vérité de Jean Delannoy avec le tandem Gabin-Morgan.

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Los Angeles, un reportage sur la capitale de la Californie, aux Etats-Unis.

Mardi 5 février

TF1 - Les mystères du monde végétal. Une bonne émission d'initiation à la botanique, avec un film et une discussion passionnante avec des enfants et des scientifiques.

ANTENNE 2 - Les Dossiers de l'écran : La télévision a trente ans. Les débuts de la télévision, illustrés par des extraits d'émissions. Montreront-ils qu'elle a pris un coup de vieux ou bien que l'imagination a laissé la place à la routine ?

FR3 - Film: Marqué au fer, avec Alan Ladd. Pour amateur de bonvieux - western - comme - dans le - temps.

Mercredi 6 février

TF1 - LA RAGE DE LIRE. Une émisison sur les livres de Georges Suffert. Le thème de cette semaine : l'homme, ses outils et ses gestes.

ANTENNE 2 - Mi-fugue mi-raison nous convie cette fois à une promenade éclectique dans les coulisses du cinéma. Il y a un peu de tout alors il y aura bien un peu de bon.

FR3 - Film : Le guépier avec Claude Brasseur. Un film policier très réussi qui ne se prend pas au sérieux. Bien mal acquis profite parfois...

Jeudi 7 février

ANTENNE 2 : Pierre Delanoé.
Combien de fois a-t-on entendu
un chanteur annoncer : « Musique de X... paroles de Pierre Delanoé ». Voilà une émission pour
rendre hommage à celui qui a
écrit nombre des chansons que

nous chantonnons sans le savoir.

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Film :

Pour qui sonne le glas? Avec
Gary Cooper et Ingrid Bergman.
Une belle adaptation du roman
d'Ernst Hemingway qui évoquait
la guerre d'Espagne.

FR3 - 20 h 30 - Film : La Viaccia de Mauro Bolognini avec Jean-Paul Belmondo. Un film à ne pas manquer. Le scénario est de Vasco Pratolini à qui l'on doit beaucoup de livres populaires sur le mouvement ouvrier italien (Metello, Chronique des pauvres amants). Celui-ci évoque la grosse bourgeoisie terrienne et les socialistes italiens de la fin du XIX° siècle.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - Apostrophes. Cette semaine l'émission littéraire de Bernard Pivot est axée sur le chantage atomique. ANTENNE 2 - 23 h - Ciné-Club: La fièvre dans le sang d'Elia Kazan avec Nathalie Wood et Warren Beatty. Un bon film qui montre l'Amérique à l'heure du krach de 1929.

Sélection

(dans les salles parisiennes)

Films recents

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN de R.W. Fassbinder.

A peine Maria épouse-t-elle Hermann, à la fin de la guerre, que celle-ci les sépare. Le film raconte la vie de la jeune femme et se présente comme l'allégorie d'une Allemagne qui se serait prostituée après la guerre pour accéder à la prospérité « américaine ».

UGC Opéra (2°) _ Odéon (6°) (vo) - Biarritz (8°) (vo) - Caméo (9°) - UGC Gare de Lyon (12°) -UGC Gobelins (13°) - Mistral (14°) - Bienvenue (15°) - 14 Juillet (15°) (vo) _ Murat (16°).

LA FEMME FLIC de Yves Bois-

Une jeune inspectrice, qui croit à son métier et pense que son rôle est d'abord de protéger les gens, découvre que la police ne saurait s'en prendre aux puissants; et elle démissionne.

Gaumont Les Halles (1er) - Berlitz (2°) - Gaumont Richelieu (2°) - Saint-Germain Village (5°) - Ma_ rignan (8°) - Fauvette (13°) - Gaumont Sud (14°) - Montpanasse Pathé (14°) - 14 Juillet (15°) _ Clichy Pathé (18°) - Gambetta (20°).

et moins recents

LE PULL OVER ROUGE de M. Drach.

L'affaire Ranucci portée à l'écran. Une mise en accusation de la justice et un réquisitoire contre la peine de mort.

Paramount Montparnasse (14°). MANHATTAN de W. Allen.

Woody Allen se moque des préoccupations de son milieu et de lui-même avec humour et tendresse.

Studio Alpha (6°) (vo) - Paramount Odéon (6°) (vo) _ Publicis Elysées (8°) (vo) - Paramount Elysées (8°) (vo) - Paramount Opéra (9°) - Paramount Gobelins (13°) Paramount Montparnasse (14°) (vo et vf) - Paramount Orléans (14°) - Saint-Charles Convention (15°) - Paramount Maillot (17°).

SANS ANESTHESIE de A. Waj-

Un journaliste en butte à la bureaucratie en Pologne.

Studio de la Harpe (5°) (vo). NORMA RAE.

La prise de conscience d'une ouvrière du textile dans le sud des Etats-Unis.

Saint-Ambroise (11°). LE PRETE-NOM de M. Ritt.

A l'époque du maccarthysme, un serveur de bar prête son nom à des scénaristes inscrits sur la « liste noire », avec Woody Al-

Studio Galande (5°) (vo). BLUE COLLAR de P. Schre-

Un aspect de la vie de la classe ouvrière aux Etats-Unis aujound'hui.

Luxembourg (6°) (vo), à 10 h, 12 h et 24 h.

LES AVENTURES DU RABBI JACOB de G. Oury avec Louis de Funès.

Napoléon (17°)

LE TESTAMENT DU DOCTEUR MABUSE de F. Lang.

Réalisé en 1932, ce film dénonce les méthodes terroristes des nazis.

Olympic Saint-Germain (6°) (vo) et Olympic (14°) (vo).

LE JOUR SE LEVE de M. Carné avec Jean Gabin, dans l'un de ses premiers rôles, et Arletty. Action Ecoles (5°).

La mort en direct "

de Bertrand TAVERNIER avec Romy SCHNEIDER

Roddy, un opérateur de télévision, s'est fait greffer à la place des yeux des caméras miniatures et il sait que, dorénavant, tout ce qu'il regarde est enregistré.

Cette innovation technique va servir le projet d'une chaîne de télévision avide de sensationnel: filmer les derniers moments de la vie d'une femme qui se sait irrémédiablement condamnée par la maladie et les retransmettre, en feuilleton, aux téléspectateurs.

Katherine (Romy Schneider dans le film), à qui l'on a proposé de filmer son agonie, prend la fuite. Mais elle ignore l'existence de cette caméra invisible, qui la suivra dans tous les endroits où elle cherche à fuir : un asile de nuit dans une église, un marché aux puces, une cabane de planches en bord de mer. Et au cours de cette fuite, elle fera la connaissance de Roddy, à qui elle finira par s'attacher mais qui, à son insu, parce que ses regards sont ceux de la caméra, retransmettra sur tous les écrans leur intimité, l'angoisse de Katherine, sa révolte et sa fragilité.

Tavernier, dans son scénario, a suivi l'intrigue d'un roman anglais, L'incurable, de David G. Compton, maître de science-fiction. Mais dans son film, la science-fiction est vite oubliée. Son propos, il l'a dit lui-même, a été de rendre le spectateur sensible à un thème qui l'obsède : l'incroyable indécence des « mass media » et des moyens d'expression modernes comme la caméra, qui permettent de violer et d'exploiter l'intimité, les

sentiments et la douleur de certains

Jusqu'où peut aller la quête du sensationnel? Jusqu'où peuvent aller le voyeurisme et le manque de scrupules de journalistes qui n'hésitent pas, pour la gloire des indices d'écoute (et la leur!), à donner en pâture la souffrance d'une agonie? Jusqu'au bout, répond Tavernier, jusqu'au mépris total de l'être humain, jusqu'à l'impudeur. Et c'est sur son propre rôle, sa propre responsabilité aussi, qu'il se penche.

Et, à certains passages du film, on ne peut s'empêcher d'évoquer l'attitude de « charognards » qu'ont pu avoir certains journalistes quand ils traquaient Jacques Brel mourant et faisaient le pied de grue nuit et jour à sa porte. On pense aussi à cette récente retransmission par une chaîne américaine (France-Soir le rapporte dans son numéro du 23 janvier), pendant deux heures et demie, de l'agonie d'une femme, Jean Robinson, atteinte du cancer.

Le film de Tavernier est donc une réflexion sur l'exhibitionnisme au cinéma, sur la manipulation de l'individu par les mass media et la responsabilité de ceux qui les utilisent. C'est aussi une belle histoire, peut-être un peu lente à démarrer, centrée sur le personnage de Katherine, dont l'interprétation par Romy Schneider fait merveille.

L'ensemble donne un film grave et émouvant.

Guy FICHET



Le magicien de Lublin "

de Menahem GOLAN

Quand le film commence, le magicien est l'à-haut, sur son fil tendu à plusieurs dizaines de mètres dans la ville polonaise de Lublin. Yasha Mazur, Juif polonais, est prestidigitateur et funambule. Avec son singe, son perroquet et son assistante, il va de ville en ville dans sa carriole, fascinant les foules avec ses tours.

Mais, dans la vie aussi, Yasha joue sur la corde raide. Il a de l'ambition. Il veut se faire engager à Varsovie, dans le plus grand théâtre. Il rêve de tournées triomphales à Paris et à Londres. Pour obtenir son contrat, il va même jusqu'à promettre de voler comme un oiseau.

Avec les femmes, c'est encore pire. Il les bluffe et il se bluffe lui-même. Il séduit toutes celles qu'il rencontre et promet tout à chacune, jusqu'au moment où il faut tenir ses engagements. Comme il

les aime toutes, il ne s'en sort pas et sème le malheur der-

A force de mensonges et de fuites en avant, tout finit par s'écrouler tragiquement. Et Yasha, qui avait fui la communauté juive pour chercher gloire et richesse, qui avait accepté de se convertir au catholicisme pour épouser une de ses bien-aimées, retourne à ses origines et finit comme un ermite pour racheter ses péchés.

Le scénario, tiré d'un livre de Isaac Bashevis Singer, est une sorte de conte fantastique et mystique. Mais il met aussi en scène avec réalisme la Pologne du début du XX° siècle, avec ses communautés juives traditionnelles et l'antisémitisme toujours prêt à exploser. Et c'est avec intérêt que l'on suit les tribulations du magicien de Lublin.

Claude CHARVET

Bastien, Bastienne"

de Michel ANDRIEU

En 1916, pendant la guerre, deux belles-sœurs et leurs trois enfants sont réunis dans une vieille maison familiale avec leurs domestiques. Pendant que les deux femmes s'ennuient et se déchirent mutuellement, les enfants jouent entre eux et montent Bastien. Bastienne, un opéra en un acte que Mozart composa à 12 ans et dont Michel Andrieu intercale des fragments chantés en français. Rien à voir donc avec un opéra filmé comme La flûte enchantée de Bergman ou Don Giovanni de Losey.

Le metteur en scène a voulu montrer comment, dans un monde d'adultes marqué par la guerre et les conflits familiaux, des enfants se construisaient leur univers, et comment ils découvrent des sentiments nouveaux et se heurtent à des problèmes inconnus à eux jusque-là. Tout se passe pratiquement sans action. La mise en scène procède souvent par allusions et par symboles.

Alors, on peut apprécier les voix fragiles de ces adolescents, leurs incertitudes devant la vie, la beauté toute en nuances de ce monde presque irréel, où tout est incertain et en pleine mutation. Mais une telle débauche de raffinement peut tout aussi bien paraître ennuyeuse.

Joëlle GERARD

len.

" Mamito "

de Christian LARA

Après Coco la fleur, candidat, Christian Lara vient de produire un nouveau film antillais: Mamito.

L'histoire se passe en Guadeloupe. Une vieille femme, Mamito, vient de perdre son fils. Elle a passé sa vie à élever seule ce fils. Elle a réussi, tout en travaillant aux PTT, et à force de sacrifices, à en faire un médecin. Et à 67 ans elle se retrouve à nouveau seule, avec à charge ses deux petits-enfants et sa belle-fille Ellen, gravement malade. Celle-ci est d'un riche milieu créole, mais elle ne peut lui être d'aucune aide car son père l'a reniée depuis son mariage avec un Noir..

Alors Mamito se décide à quitter sa maison sur la plage, pour aller à la ville chercher du travail.

Aux PTT d'abord, où l'on ne veut plus d'elle. A l'ANPE ensuite où, malgré les promesses du directeur qu'elle a connu tout enfant, on refuse de l'inscrire.

C'est devant l'ANPE qu'elle rencontre Denis, un militant nationaliste en train de diffuser des tracts. Et il saura la dérider, gagner sa sympathie. Peu à peu cette vieille dame, très digne, pleine de préjugés et de religion, mais très chaleureuse, se laisse convaincre par les arguments

de Denis et s'engage à ses côtés. Et c'est certainement la partie du film la plus réussie. Le long réquisitoire de Denis contre le chômage, la vie chère, toutes les absurdités et les injustices produites par le colonialisme, est convaincant

Mais ce plaidoyer pour l'indépendance ne se limite pas à une dénonciation. On y trouve aussi, et souvent de façon didactique et très pesante, les thèses et les solutions nationalistes. Et force est de constater, même si cela ne semble pas important pour l'auteur, toutes leurs limites et leur caractère de classe.

Denis et ses amis sont tous de la petite bourgeoisie : ingénieur agronome, huissier, fonctionnaire... Certains sont pour l'indépendance, d'autres la craignent, mais tous en discutent passionnément. Et ils décident d'acheter une terre, car il faut commencer par reconquérir la terre. Ils y feront tous ensemble des cultures vivrières, qui font si cruellement défaut sur le marché guadeloupéen. Et c'est finalement le père d'Ellen, le riche « béké » propriétaire de plantations, qui, devenant peu à peu sensible à l'idée de la patrie commune, apportera l'argent nécessaire.



Christian Lara tente de montrer que la Guadeloupe, un tout petit pays, peut vivre indépendante, comme l'île voisine de la Trinité par exemple ; il décrit bien comment l'impérialisme français pille ses dernières colonies. Mais il ne dit pas qu'il faudrait changer aussi les rapports entre les différentes classes de la société guadeloupéenne, pour que la population pauvre en profite. D'ailleurs, ce

n'est pas tellement l'exploitation des travailleurs, ni la profonde misère qui révoltent l'auteur : il ne nous les montre d'ailleurs absolument pas ; et même certaines anecdotes manifestent plutôt un certain mépris à l'égard des employés ou des ouvriers. Ce qui le révolte, c'est la relégation au second plan de l'élite guadeloupéenne, victime elle aussi des structures coloniales. Mais ce film reste întéressant, par tout ce qu'il montre de la vie et des préoccupations d'un certain milieu en Guadeloupe. Le réquisitoire anti-colonialiste se mêle aux scènes souvent teintées d'humour. Et il a le mérite de dénoncer les méfaits que commet l'impérialisme français, le nôtre, dans ses derniers « départements » d'outre-mer.

M.D.

"Le règne de Naples"

de Werner SCHROETER

Il ne s'agit pas à proprement parler d'une histoire. Le règne de Naples se présente comme une chronique des années 1943 à 1972 dans une vieille rue de Naples. Le film est découpé en séquences, année après année. Et l'on devine en toile de fond les périodes successives : la Libération, les lendemains de guerre, puis l'influence américaine et la rivalité du pouvoir local aux mains des communistes et de la démocratie-chrétienne au gouvernement. Mais, au premier plan et de façon bouleversante, le metteur en scène nous fait vivre les drames de la vie des habitants de ce quartier misérable.

Tous sont des sous-prolétaires, des chômeurs permanents. La pauvreté, la corruption, la prostitution sont le lot quotidien et ils s'accompagnent de désespoir et de bien des bassesses. Une mère loue pour un soir sa fille encore adolescente à un soldat américain pour quelques kilos de farine. La fille ne s'en remettra pas et la mère finira folle dans un asile. Un jeune, à 12 ans, pour fuir l'école dont son père essaie de le menacer, adhère au Parti Communiste. Il y balaiera les locaux et vendra l'Unita, c'est presque un travail ! Seule une jeune fille appelée Vittoria, car elle est née le jour de la victoire, s'en

sortira. Mais ce sera ators pour quitter Naples, cette ville qui semble maudite.

Schroeter, qui ne donne pas un rôle très reluisant au Parti Communiste, mais encore moins à la démocratie chrétienne, a-t-il des intentions politiques? En tout cas elles n'apparaissent pas. Il se contente de raconter une ville qu'il connaît pour y avoir vécu. Il dénonce avec force la misère et ses conséquences. Et il arrive à nous faire aimer ses personnages, car tous gardent des qualités humaines et de générosité.

D.L

"Le soleil en face " de Pierre KAST

Faut-il ou non dire à un malade incurable qu'il est condamné? Marat (Jean-Pierre Cassel) est écrivain. Il présente une cinquantaine alerte. Ex-compagnon de route du PCF, il a rompu avec lui et s'est tu en 1968. Il s'est retranché du monde... dans une magnifique propriété au suid du Portugal.

Il est entouré de sa femme (Stéphane Audran), qui peint, et de l'amie de sa femme (Alexandra Stewart) qui possède la propriété. Marat n'écrit plus guère. Sa vie ne se compose que de promenades sans but, de conversations sans confiance, de saoûleries et de coucheries sans plaisir. Et quand il est lassé des femmes qui l'entourent, il reste encore les professionnelles.

En faisant réaliser son « checkup », ses proches vont apprendre, à son insu, qu'il est atteint d'un cancer généralisé et que ses jours sont comptés. Sur décision de sa femme, ils s'entendent pour lui cacher la vérité. Ensemble, ils créent autour de lui ce qu'ils appellent une « bulle de bonheur ».

Elle crève parce que, incidem-

ment, Marat trouve son dossier médical. Ce sera alors la colère, l'indignation d'un homme qui ne veut pas de pitié et dont l'orgueil n'accepte pas qu'on lui ait caché cette ultime vérité. Puis la colère tombe. Et il se prépare à mourir.

Ce film ne touche guère. Dans ce milieu d'oisifs et d'esthètes, on fait ressembler le cancer à une ultime coquetterie et la mort au dernier spectacle que l'on donne, et où l'on se croit obligé d'inviter... les spectateurs.

Jacques FONTENOY

SPEGIACLE

Leny Escudero

Actuellement, Leny Escudero donne un récital au théâtre de la Gaîté-Montparnasse. Un accordéonniste et un guitariste l'accompagnent.

Leny Escudero enchaîne des réalisations récentes et ses grands succès, déjà anciens. Il fait alterner des chansons qui évoquent des tranches de vie avec d'autres, plus directement politiques, où s'expriment ses sympathies pour le PCF et les idées de gauche.

Mais ce qu'il réussit le

mieux, ce sont des courtes pièces, mi-parlées mi-chantées, sur fond musical. Tour à tour, il dépeint l'homme qui aime son chien, mais qui n'aime pas les hommes; le dernier de la classe, qui n'est pas le dernier des hommes; les bohémiens qui, à cause du racisme, ne meurent jamais au centre-ville; l'écolier qui préfère penser au Chili plutôt qu'à Marignan 1515.

Gaité - Montparnasse - 40 F - relâche dimanche soir et lundi.

ON NOUS COMMUNIQUE :-

Du 5 au 19 février, au café-théâtre Le Marche-Pied, 7, rue Henri-Chevreau, Paris 20°, M° Ménilmontant ou Pyrénées, tous les soirs à 21 heures sauf dimanche et lundi, entrée 25 F:

Double spectacle de

Paul Ecrival et son Teuton flingueur rescapé (avec son vieux complice Allain Breheret). Chansons pour guitare et synthétiseur « De la musique à regarder, des paroles à colorier ». Guy Bestaven, « conteur de la nuit ».

La Tunisie à son tour

Après les événements qui se sont déroulés à Gaisa où, dans la nuit du 26 au 27 janvier, un groupe important d'hommes armés a essayé d'investir la ville, l'armée, la police et la Garde nationale étaient toujours sur le pied de guerre, le jeudi 31 janvier. Le régime se sent menacé. Et il a raison!

La version officielle du gouvernement tunisien est qu'une cinquantaine d'hommes, entraînés et armés par la Libye ont essayé de s'emparer de la ville et qu'ils n'ont trouvé aucun appui dans la population locale.

Mais il est toujours facile pour un gouvernement en proie à des difficultés intérieures de déclarer que les troubles sont dus à une agression extérieure!

Et surtout, même les informations qu'on peut avoir ne permettent pas de savoir ce qui se passe réellement. Il s'agit bien de Tunisiens, et de Tunisiens qui, de toute évidence, ont bénéficié de la sympathie et de la participation d'habitants de Gafsa et de sa région. En effet, il leur aurait fallu, d'après les estimations, un an pour réunir et transporter les armes que les autorités ont retrouvées dans les caches, et préparer leur attaque. Et après, sinon durant celle-ci, ils ont bénéficié du soutien d'une partie de la population, puisque les combattants se sont fondus dans la population et que les forces armées ont dû fouiller maison par maison pour les re-

Sur ce que pouvaient vouloir les hommes qui ont participé à ce coup de force, on est réduit à des conjectures.

Le coup de Gafsa, qui a été tenté deux ans, jour pour jour, après les manifestations de Tunis réprimées dans le sang par Bourguiba, a été revendiqué par un groupe intitulé « Résistance Armée Tunisienne ». Bien sûr, si ceux qui se sont soulevés pensaient que leur attaque pouvait provoquer un soulèvement massif susceptible de déboucher à court terme sur la chute du régime, ils n'y sont pas parvenus. Mais si, comme c'est plus probable, ils avaient le projet plus limité de faire un coup d'éclat pour avertir le peuple tunisien et l'opinion publique internationale de leur existence et de leur lutte, ils ont largement réussi, et l'on n'a peut-être pas fini d'entendre parler d'eux.

De toute façon, le gouvernement tunisien, qui cherche maintenant à minimiser les faits, a des bonnes raisons de craindre les répercussions des événements sur la population, et c'est au moins autant pour donner un avertissement à celle-ci que pour intervenir rapidement qu'il a demandé l'aide militaire française.

Et de toute façon, on ne peut s'empêcher, dans le contexte actuel, de rapprocher les événements de Gafsa des émeutes qui se sont déroulées au Pakistan et des événements de La Mecque en Arabie Saoudite, il y a quelques semaines. Et ces événements apparaissent comme une des manifestations de l'instabilité et de l'effervescence du monde musulman, où l'exemple de l'Iran se montre susceptible d'entraîner des bouleversements en chaîne de l'ordre impérialiste.

Sylvie FRIEDMAN



Arrestations après les événements de Gafsa : les forces armées ont ratissé.

Un pays où la population misérable vit à l'heure de la répression

La Tunisie est un pays situé entre l'Algérie et la Libye et grand comme un peu plus du tiers de la France. Avec six millions d'habitants, il est essentiellement agricole mais, à côté de grosses fortumes et de 1,6 % de gros exploitants qui accaparent 83 % des terres, des millions de paysans vivent dans la misère, se partageant la superficie restante ou s'embauchant comme salariés agricoles.

Quant à l'industrie tunisienne, essentiellement centrée sur l'extraction des phosphates ou du pétrole (un quart de la production algérienne environ), elle est essentiellement aux mains d'investisseurs étrangers qui trouvent là une main-d'œuvre à bon marché d'autant plus exploitable que les lois sociales n'existent pas.

Après une période de lutte armée, l'indépendance de la Tunisie fut négociée le 20 mars 1956 entre Mendès-France, représentant l'impérialisme trançais, et Bourguiba.

Pour avoir été une des grandes fi-

gures du mouvement nationaliste tunisien (il avait créé le parti Néo-Destour, le nouveau parti de la constitution en 1933), celui-ci bénéficiait alors d'un réel prestige populaire. Depuis, le pays a vécu sous sa dictature.

A peine devenu président de la première République qui fut proclamée en 1957, Bourguiba, au mépris de la Constitution (qui stipule que le mandat présidentiel doit durer cinq ans), s'est fait nommer président à vie et a imposé son pouvoir personnel.

Représentant les intérêts d'une bourgeoisie tunisienne toujours prête à faire des compromis avec l'impérialisme, il ne cessa jamais de museler les libertés démocratiques ni de réprimer, même si de temps à autre, il dut lâcher du lest.

C'est lui qui, en 1962, interdit le Parti Communiste et fit la chasse à ses membres. C'est lui qui, en 1968, réprima les mouvements étudiants.

C'est lui enfin qui provoqua, le 26 janvier 1978, jour de la grève générale lancée par l'UGTT (seule organisation syndicale officiellement re-

connue), les affrontements sanglants avec l'armée, qui firent plusieurs morts et des dizaines de blessés. A la suite de ce « jeudi noir », le leader de l'UGTT, Habib Hachour, fut emprisonné et des milliers de manifestants furent traqués et arrêtés.

Et depuis, le gouvernement tunisien s'est engagé dans une opération visant à la liquidation de toute opposition ouvrière comme à Sfax ou à Sousse l'an dernier. Toute la direction de l'UGTT a été arrêtée, trois mille militants syndicaux de base licenciés, des manifestants jugés par centaines.

Cet été, Bourguiba a accordé sa grâce à Habib Hachour condamné pour dix ans aux travaux forcés, ainsi qu'à quelques autres détenus politiques. Mais cela n'a pas empêché divers mouvements pour des élections libres, et le respect des libertés démocratiques, de se manifester.

Aujourd'hui, Bourguiba a 76 ans. Mais le régime reste dictatorial, anti-populaire et, même s'il est fissuré, il tente toujours de se maintenir par la répression.

On n'a pas de pétrole mais on a des gendarmes

On se souvient, le 20 novembre dernier lorsqu'un groupe de rebelles s'emparait de la mosquée de La Mecque, que la radio, la télévision, la presse françaises concluaient immédiatement à l'œuvre d'une poignée « d'illuminés fanatiques », et ceci bien qu'aucun correspondant de presse n'ait pu pénétrer dans la ville considérée comme « ville sainte » par la religion islamique et intendite aux non-musulmans. Peu de temps après, des pèlerins de retour de La Mecque infirmaient ces assertions en déclarant

qu'ils avaient entendu les occupants annoncer au portevoix qu'ils voulaient « lutter contre la corruption du régime et la dégradation morale, sociale et économique qui en est résuitée dans le pays » et qu'ils se battraient jusqu'à la mort « pour témoigner devant le monde islamique de l'oppression dont est victime le peuple saoudien ».

Il s'agissait d'un mouvement de rébellion, minoritaire certes, mais qui montrait l'existence d'un mécontentement contre le régime saoudien. Il y avait là de quoi inquiéter les occidentaux qui entretiennent les meilleures relations avec l'Arabie Saoudite, leur principal fournisseur de pétrole.

Or, qu'apprend-on aujourd'hui? A la suite d'un SOS du ministre de l'Intérieur saoudien, Giscard aurait envoyé au roi Khaled un groupe de cinq hommes du « groupe d'intervention de la gendarmerie nationale ». En plus de ces hommes, une Caravelle, chargée de gilets pare-balles, de cartouches de gaz et de containers d'explosifs, aurait été dépêchée à La Mecque.

Evidemment, en Arabie Saoudite, on savait à que le porte
frapper : le ministre de l'Intérieur saoudien est, paraît-il, au
mieux avec le patron du
SDECE (les services de renseignements et d'espionnage français). Et puis Giscard, c'est bien
connu, ne sait jamais refuser
une petite assistance militaire
à ses bons amis et le roi Khaled a été sensible à l'attention.

Même s'il vient d'augmenter les prix de son pétrole à la production, c'est un bon client de l'industrie d'armement française. Déjà, il en a commandé pour 2,9 milliards de francs en 1978, et ce n'est pas fini, puisque après l'accord conclu en septembre dernier entre le ministre de la Défense saoudien et la France, et au terme duquel la France s'engageait à livrer, entre autres, 450 chars AMX, on apprenait quelques jours après la reddition des rebelles de La Mecque, que les commandes militaires seraient amplifiées. Un petit cadeau en vaut bien un autre...

Sophie GARAN